

REPUBLIQUE DU CAMEROUN  
*Paix-Travail-Patrie*

-----  
REGION DU CENTRE  
-----

Département de la MEFOU et AFAMBA  
-----

Commune de NKOLAFAMBA  
-----

REPUBLIC OF CAMEROON  
*Peace-Work-Fatherland*

-----  
CENTRE REGION  
-----

MEFOU & AFAMBA Division  
-----

NKOLAFAMBA Council  
-----



**PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT DE  
NKOLAFAMBA  
B.P. 14 919 YAOUNDE**

*Réalisé avec l'appui du PNDP :*



Août 2011



Service de Liaison d'Etudes et de Conseil (SLEC), BP : 2536 Yaoundé ;  
Email : [slec2000@yahoo.fr](mailto:slec2000@yahoo.fr), [www.slec-cameroun.org](http://www.slec-cameroun.org)

## Sommaire

LISTE DES TABLEAUX.....	vi
LISTE DES PHOTOS.....	vii
LISTE DES CARTES .....	viii
LISTE DES FIGURES.....	ix
LISTE DES ANNEXES .....	x
RESUME.....	xi
I. INTRODUCTION.....	0
I.1. Contexte et justification .....	1
I.2. Objectifs du Plan Communal de Développement (PCD).....	1
I.3 Structure du document .....	2
II. METHODOLOGIE.....	3
II.1. Préparation de l'ensemble du processus .....	4
II.2. Collecte des informations et traitement.....	4
II.2.1. Dans les villages.....	5
II.2.2 Au niveau de l'institution Communale.....	7
II.3. Consolidation des données du diagnostic et cartographie .....	7
II.4. Atelier de planification, de mobilisation des ressources et de Programmation .....	7
II.5. Mise en place du mécanisme de suivi-évaluation participatif .....	8
III. Présentation sommaire de la Commune .....	9
III.1. Localisation de la Commune .....	10
III.2. Milieu biophysique .....	11
III.2.1. Climat .....	11
III.2.2. Sol.....	11
III.2.3. Relief .....	12
III.2.4. Hydrographie.....	12
III.2.5. Flore et faune .....	12
III.3. Milieu humain .....	16
III.3.1. Repères historiques de la Commune.....	16
III.3.2. Populations et religions pratiquées .....	18
Tableau 5 : Fiches des populations vulnérables .....	19
Tableau 6 : Besoins des différentes catégories d'handicapés dans la Commune de NKOLAFAMBA.....	20
III.3.3. Principales activités économiques .....	20
III.4. Principales infrastructures par secteur.....	24

III.4.1. Education de base.....	24
III.4.2. Enseignements secondaires.....	24
III.4.3. Eau et Energie.....	25
III.4.4. Travaux publics .....	26
III.4.5. Santé Publique .....	26
III.4.6. Agriculture .....	27
III.4.7. Commerce.....	27
III.4.8. Administration territoriale .....	27
III.5. Principales potentialités et ressources de la Commune.....	27
III.6. SYNTHÈSE DES RESULTATS DU DIAGNOSTIC.....	28
III.6.1 Synthèse du DIC .....	28
III.6.2 Développement de l'économie locale.....	31
III.6.3. Principaux problèmes et besoins identifiés et consolidés par secteur .....	33
IV. Planification stratégique .....	43
IV.1. Vision et objectifs du PCD.....	44
IV.2. Cadre logique par secteur .....	45
IV.2.1.Secteur : Agriculture.....	45
IV.2.2. Secteur : Elevage.....	47
IV.2.1.3. Secteur : Transport .....	48
IV.2.1.4. Secteur : Education de base .....	49
IV.2.1.5. Secteur : Enseignement secondaire.....	50
IV.2.1.6. Secteur : Santé .....	51
IV.2.1.7. Secteur : Travaux publics .....	52
IV.2.1.8. Secteur : Eau et énergie.....	53
IV.2.1.9. Secteur : Petites et moyennes entreprises, économie sociale et artisanat.....	54
IV.2.1.10. Secteur : Commerce .....	55
IV.2.1.11. Secteur : Forêt et faune.....	56
IV.2.1.12. Secteur : Tourisme .....	57
IV.2.1.13. Secteur : Mine, industrie et développement technologique.....	58
IV.2.1.14. Secteur : Communication .....	59
IV.2.1.15. Secteur : Affaires sociales .....	60
IV.2.1.16. Secteur : Promotion de la femme et de la famille .....	61
IV.2.1.17. Secteur : Postes et télécommunications.....	62
IV.2.1.18. Secteur : Développement urbain et habitat.....	63
IV.2.1.19. Secteur : Sport et éducation physique.....	64
IV.2.1.20. Secteur : Culture .....	65

IV.2.1.21. Secteur : Administration territoriale et décentralisation .....	66
IV.2.1.22. Secteur : Enseignement supérieur .....	67
IV.2.1.23. Secteur : Recherche scientifique et innovation .....	68
IV.2.1.24. Secteur : Domaine et affaires foncières.....	69
IV.2.1.25. Secteur : Jeunesse.....	70
IV.2.1.26. Secteur : Emploi et formation professionnelle.....	71
IV.2.1.27. Secteur : Travail et sécurité sociale.....	72
IV.2.1.28. Secteur : Environnement et protection de la nature .....	73
IV.2.1.29. Secteur : Commune .....	74
IV.2.1.30. Secteur : Développement économique local.....	75
IV.3. Coût estimatif du PCD.....	77
V. Programmation .....	80
V.1. Cadre de dépenses à moyen terme des projets prioritaires (CDMT) .....	81
V.2. Cadre sommaire de gestion environnementale du CDMT .....	88
V.2.1. Principaux impacts potentiels et mesures envisageables .....	88
V.2.1.1. Impacts environnementaux possibles.....	88
V.3. Plan d'investissement annuel (PIA).....	93
V.3.3.1. Ressources mobilisables et échéances.....	93
V.3.3.2. Programmation annuelle des projets prioritaires (première année).....	94
V.4. Plan de Passation des marchés du PIA .....	96
VI. MECANISME DE SUIVI-EVALUATION.....	97
VI.1. Composition et attributions du Comité de suivi-évaluation.....	98
VI.2. Indicateurs de suivi et d'évaluation (par rapport au PIA).....	99
VI.3. Dispositif, outils et fréquence du reporting.....	101
VI.4. Mécanisme de préparation du PIA et de révision du PCD .....	106
VI.5. Plan de communication sur la mise en œuvre du PCD.....	106
CONCLUSION .....	108
ANNEXES.....	111

## **LISTE DES ABREVIATIONS**

- AGV** : Assemblée Générale du village
- AGR** : Activités Génératrices des revenus
- AMED** : Approche des Moyens d'Existence Durable
- CC** : Comité de Concertation à la base
- CD** : Comité de Développement
- COMES** : Conseil Municipal Elargi aux Sectoriels
- CPA** : Chef de Poste Agricole
- CPM** : Commission de Passation des Marchés
- DAO** : Dossier d'Appel d'Offres
- DEUC** : Diagnostic de l'Espace Urbain Communal
- DIC** : Diagnostic de l'Institution Communale
- GIC** : Groupe d'Initiative Commune
- HIMO** : Haute Intensité de Main d'œuvre
- IST** : Infection Sexuellement Transmissible
- MARP** : Méthode Accélérée de la Recherche Participative
- OAL** : Organisme d'Appui Local
- OP** : Organisation des Producteurs
- PA** : Poste Agricole
- PDC** : Plan d Développement Communal
- PDL** : Plan de Développement Local
- PNFL** : Produits Forestiers Non Ligneux
- PNDP** : Programme National de Développement Participatif
- PV** : Procès Verbal
- SIDA** : Syndrome d'Immuno Déficience Acquise
- SCAO** : Sous Commission d'Analyse des Offres
- SLEC** : Service de Liaison, d'Etude et de Conseils
- UPP** : Unité de Planification Participative

## LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Essences forestières et produits forestiers non ligneux identifiés .....	14
Tableau 2: Espèces fauniques.....	15
Tableau 3 : Etat des axes routiers de la Commune.....	24
Tableau 4 : Potentialités et ressources de la Commune.....	25
Tableau 5 : Mobilisation des ressources en 2011.....	90

## LISTE DES PHOTOS

Photo 1 : Siège de la Commune.....	13
Photo 2 : L'état du patrimoine de la Commune .....	28
Photo 3 : Bâtiment servant de Centre Commercial.....	28

## LISTE DES CARTES

Carte 1 : Localisation de la Commune par rapport au chef lieu de Département et au Cameroun.....	12
Carte 2 : Carte des ressources naturelles.....	26

## LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Carte d'un village de la Commune .....	5
Figure 2 : Transect d'un village de la Commune .....	6
Figure 3 : Diagramme de Venn d'un village de la Commune .....	6
Figure 4 : Répartition de la population de la Commune par tranche d'Age et par Sexe.....	19
Figure 5 : Carte des utilisations souhaitées de l'espace communal de NKOLAFAMBA.....	79

## LISTE DES ANNEXES

Annexe 1 : Fiche de projet 1 Construction de 6 puits de pompes à motricité humaines ...	101
Annexe 2 : Fiche de projet 2 Réhabilitation de 8 puits en panne.....	102
Annexe 3 : Fiche projet 3 Reprofilage de 28 km de route ; construction de 4 buses et réhabilitation de 3 ponts.....	103

## RESUME

Dans sa vision 2035 et à travers l'élaboration du DSCE, le Cameroun s'est engagé dans la stratégie d'aménagement du territoire organisée autour du développement régional et local ainsi que la mise en place d'un dispositif contractuel de gestion conjointe de l'espace par l'Etat et les collectivités décentralisées.

La décentralisation qui voit le jour grâce à la réforme constitutionnelle du 18 janvier 1996, est un processus progressif et complexe. Le PNDP est un outil mis en place par le Gouvernement pour accompagner le processus de décentralisation. Sa stratégie d'intervention est basée sur l'établissement des partenariats avec les Communes en vue de les appuyer dans l'élaboration d'une vision de développement pour laquelle les Organismes d'Appui Local (OAL) sont mis à contribution. C'est ainsi que l'OAL SLEC (Service de Liaison d'Etudes et de Conseils) a été sélectionné pour accompagner la Commune de NKOLAFAMBA à l'élaboration de son Plan Communal de Développement.

Cet accompagnement s'est fait à travers sept grandes étapes à savoir : la préparation de l'ensemble du processus, le diagnostic participatif sur les 29 secteurs y compris la Commune, la planification, la mobilisation des ressources nécessaires à la mise en œuvre du plan, la programmation, la mise en œuvre et la mise en place du mécanisme de suivi-évaluation.

Le PCD a pour objet de doter la Commune d'un document de référence permettant une vision de développement. La vision de développement de la Commune de NKOLAFAMBA se traduit par « **une commune prospère, démocratique et unie dans sa diversité** » à l'horizon 2016 et se décline en trois objectifs majeurs à savoir :

- créer et développer des richesses dans la Commune
- développer des infrastructures sociales de base,
- renforcer l'unité et consolider la démocratie locale.

Pour y arriver, des activités ont été identifiées et planifiées pour un montant global du PCD de **Quatre milliards vingt quatre millions huit cent cinquante mille (4 024 850 000) francs CFA** avec une tendance élevée pour le développement des infrastructures sociales de base (soit 27% pour l'eau et l'énergie, 20% pour l'éducation de base 9% pour la gestion/valorisation des ressources naturelles, 14% pour l'économie locale , 2% pour les travaux publics, 3% pour la santé publique).

Le coût du Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) pour les trois années à venir s'élèvent à un milliard quatre cent quarante quatre millions six cent soixante dix mille (1 444 670) francs CFA.

Le coût total du Plan d'Investissement Annuel (PIA) de la première année est de : Trois cent cinquante cinq millions cinq cent soixante dix mille (365 570 000) francs CFA.

Pour se rassurer que les activités issues de la planification seront mises en œuvre à temps et de manière efficace, un comité communal de mise en œuvre et de suivi-évaluation du Plan a été mis en place par la Commune. Aussi, le plan de communication élaboré à l'issue de ce processus de planification permettra de faire la promotion de ce PCD.

# **I. INTRODUCTION**

## **I.1. Contexte et justification**

Dans sa vision 2035 et en élaborant son DSCE, le Cameroun s'est engagé dans la stratégie d'aménagement du territoire organisée autour du développement régional et local ainsi que la mise en place d'un dispositif contractuel de gestion conjointe de l'espace par l'Etat et les collectivités décentralisées. Ainsi, les Communes deviennent le maillon central des actions de développement. Elles sont désormais les acteurs qui donnent l'impulsion pour les activités de développement socio-économique dans leurs territoires respectifs.

Le Cameroun s'est résolument engagé dans une dynamique de développement local et régional avec :

- la promulgation des lois n° 2004 / 017 du 22 juill et 2004 portant orientation de la décentralisation, n° 2004 / 018 du 22 juillet 2004 fixant les règles applicables aux communes et n° 2004 / 019 du 22 juillet 2004 fixant les règles applicables aux régions ;
- les décrets présidentiels du 17 janvier 2008 organisant et précisant le fonctionnement du Conseil National de la Décentralisation et du Comité Interministériel des Services Locaux, deux organes chargés respectivement du suivi et de l'évaluation de la mise en œuvre de la décentralisation, et de la préparation et du suivi des transferts de compétences et de ressources aux CTD.

Compte tenu de la complexité des domaines d'intervention liés à la décentralisation, et au vu des limites tant en moyens matériels, financiers et en ressources humaines des Communes, le gouvernement camerounais a mis sur pied le PNDP (Programme National de Développement Participatif) pour les accompagner dans la mise en œuvre progressive de ce processus. A terme, les Communes pourront donc prendre leurs responsabilités et se doter des moyens pour participer effectivement au développement de leurs localités.

A cet effet, conformément au mode opératoire du PNDP, l'Organisme d'Appui Local SLEC (Service de Liaison d'Etudes et de Conseil) a été sélectionné par la Commune de NKOLAFAMBA pour l'accompagner à l'élaboration de son Plan Communal de Développement.

## **I.2. Objectifs du Plan Communal de Développement (PCD)**

Le PCD a pour objet de doter la Commune d'un document de référence élaboré à l'issue d'un participatif et permettant une vision de développement de celle-ci.

De manière spécifique, il s'agit de :

- fournir un cadre d'harmonisation du processus de planification favorable à la mise en cohérence des investissements publics au niveau local ;
- mettre à la disposition de la Commune un outil de planification ;
- aider les acteurs de développement, partenaires et élites à renforcer l'efficacité de leur action sur le terrain;

### **I.3 Structure du document**

Le présent plan communal de développement est structuré en cinq parties faisant référence à :

- la méthodologie utilisée pour son élaboration,
- la présentation sommaire de la Commune de NKOLAFAMBA,
- la planification stratégique,
- la programmation et,
- le mécanisme de suivi-évaluation,

## **II. METHODOLOGIE**

## **II.1. Préparation de l'ensemble du processus**

Les grandes séquences de la préparation ont été les suivantes :

- Atelier de lancement des activités du PNDP dans la Commune de NKOLAFAMBA ;
- Elaboration du calendrier d'intervention ;
- Restitution de la formation des OAL de MBALMAYO aux facilitateurs du SLEC;

L'atelier de lancement officiel du processus d'élaboration du PCD s'est tenu le 4 Janvier 2011 sous le haut patronage de l'autorité de représentant du préfet en présence des responsables de la Cellule Régionale du PNDP pour le Centre. Cet atelier auquel ont participé l'ensemble du conseil municipal, les membres du comité de pilotage et les représentants des CDV, des organisations de la société civile, des autorités traditionnelles, des opérateurs économiques, ainsi que l'ensemble des forces vives de la localité.

Au cours de cet atelier les équipes pluridisciplinaires, la composition et le rôle du comité de pilotage ont été présentés aux participants. Un programme des activités préalablement soumis à l'appréciation de la CRP-Centre, a été adopté par les participants.

Il est important de rappeler que les membres de différentes équipes pluridisciplinaires constituées par le SLEC ont suivi une mise à niveau dans la salle des actes de la Commune du 4 au 5 janvier 2011.

Après cet atelier, tout le personnel de terrain s'est déployé dans le village NKOLMEYANG I pour les travaux pratiques qui consistaient à dérouler tout le processus dans ce village témoin. Permettant ainsi aux planificateurs de maîtriser le processus qu'ils auront à conduire dans les autres villages de la Commune.

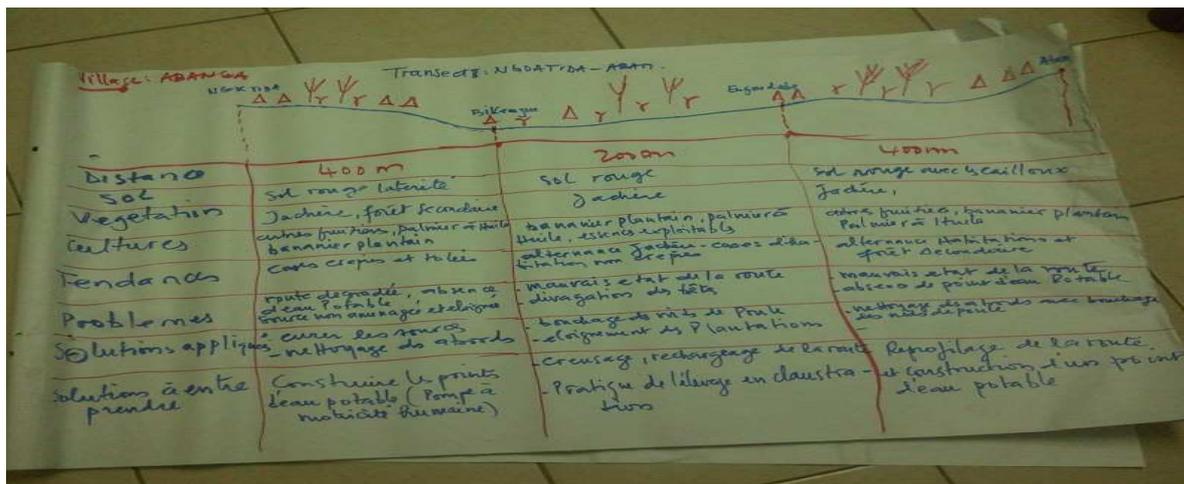
Le matériel pédagogique pour toute la mission a été évalué et acquis ainsi que tous les supports (tableaux, papier kraft, papier conférence, marqueurs, etc.)

## **II.2. Collecte des informations et traitement**

L'étape du diagnostic participatif a permis d'établir un état des lieux aussi exhaustif que possible des atouts de la Commune et de répertorier les dynamiques existantes, les problèmes et les contraintes de développement. Les problèmes ont été reformulés, analysés et classés par ordre de priorité et par secteur.

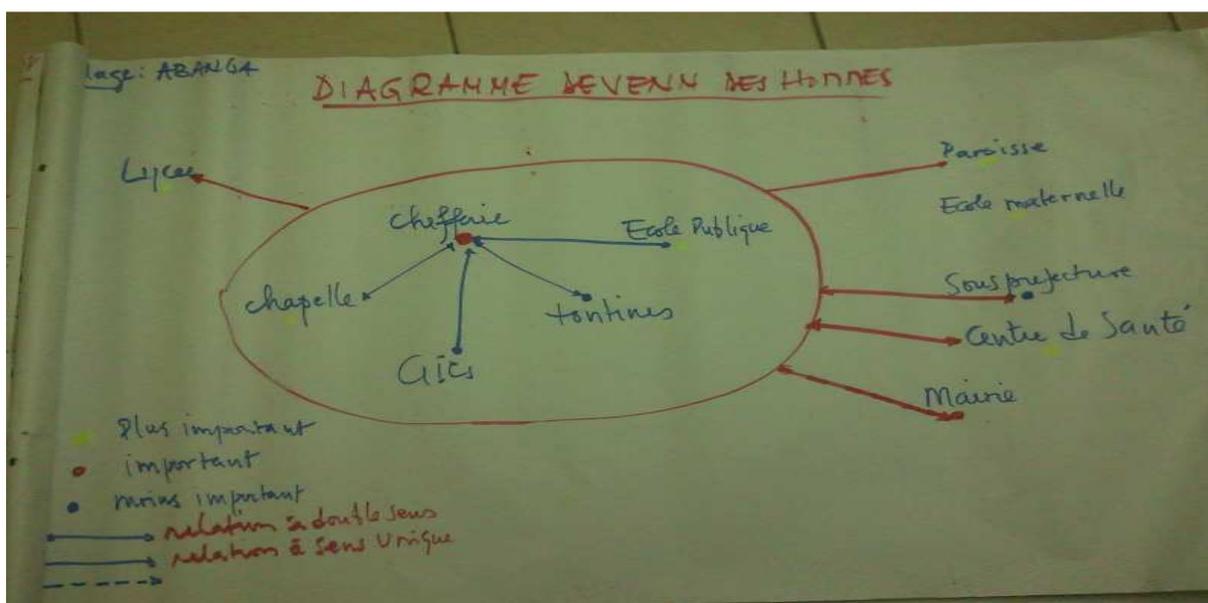
La collecte de données de base est une activité permanente qui s'est faite à toutes les étapes du processus de planification. Elle visait à disposer d'informations qualitatives et quantitatives essentielles sur l'espace géographique couvert par la Commune. La collecte d'informations a porté sur les 29 secteurs d'activités que sont entre autres la santé, l'eau et





**Fig. 2 : Transect d'un village de la Commune**

- Cartes sociales du village pour analyser l'accès aux services sociaux ou démontrer la vulnérabilité, les atouts, les PIP et les stratégies selon les types de questions ;
- Diagramme de Venn démontrant les liens, les interactions et les rapports entre les institutions et d'autres structures sociales.



**Fig. 3 : Diagramme de Venn d'un village de la Commune**

- Entretiens semi-structurés constituent la base de la recherche car complète les autres techniques ;
- Dessins moins précis faits par les populations ont été utilisés pour initier des discussions.

Ces différents outils ont permis de ressortir le maximum d'informations dans tous les secteurs de développement rencontrés dans chaque village en tenant compte des aspects

biophysiques, socio-économiques et culturels de chaque localité. L'aspect genre a été fortement encouragé pour recueillir les avis de toutes les sensibilités.

### **II.2.2 Au niveau de l'institution Communale**

La collecte des informations s'est faite auprès des différents services de la Commune et des administrations sectorielles à travers des interviews semi structurés et des fiches de collecte des données tant au niveau local, départemental que régional.

### **II.2.3 Dans l'espace urbain**

Des réunions d'informations ont été organisées avec les différents corps de métiers. Puis la collecte des données s'est faite par le biais des interviews semi structurés collectifs et/ou individuels, de même que des fiches de collectes des données.

### **II.3. Consolidation des données du diagnostic et cartographie**

La consolidation des données s'est faite par une synthèse des données des rapports de diagnostic issus des villages, de l'espace urbain et du DIC.

Par la suite un atelier tenu avec le comité de pilotage élargi aux Présidents de CC a permis de valider cette consolidation. Toutefois il est à noter que les sectoriels des Travaux Publics, du MINEE, de la Santé, des Enseignement secondaires, de l'Education de Base ont été consultés au préalable pour un enrichissement des données concernant leurs secteurs.

Les infrastructures ont été géo référencées. Les données collectées ont été traitées avec le logiciel MapInfo pour générer des cartes thématiques.

### **II.4. Atelier de planification, de mobilisation des ressources et de Programmation**

Une réunion avec le comité de pilotage élargi à l'Exécutif communal a permis de

- déterminer les stratégies et les actions pour atteindre les objectifs de développement ;
- hiérarchiser les actions à mener ;
- susciter l'adhésion et l'implication effective des populations dans le processus d'identification et de mise en œuvre des actions de développement de la localité.

L'atelier de planification, rassemblait les autorités administratives, des services techniques déconcentrés de l'Etat, des services municipaux, des populations, du secteur privé, des ONG, de la société civile. Il s'est tenu le 25 au 27 mai 2011 au foyer culturel de la mission de NKOABANG (NKOLO I) sous la présidence du Maire de la Commune. Cet atelier a permis d'identifier les objectifs prioritaires à partir des atouts, des dynamiques et des contraintes. Elle a tenu compte des besoins des populations et s'arrime aux orientations nationales.

Au cours de cet atelier de planification, les critères de sélection des projets pour la programmation ont été définis. Les ressources nécessaires à la mise en œuvre ont été identifiées, enfin une programmation par secteur d'activités a été faite en tenant compte des facteurs qui influencent chaque ressource à mobiliser.

#### **II.5. Mise en place du mécanisme de suivi-évaluation participatif**

Au cours de l'atelier, il a été mis en place un Comité communal de suivi-évaluation du plan. Ce Comité de suivi-évaluation a un rôle de suivre de manière continue et d'évaluer les activités préalablement programmées. A cet effet, il mesure les écarts par rapport aux prévisions et identifie ainsi les problèmes liés au déroulement des activités ; propose des mesures correctives et des alternatives ; élabore des rapports trimestriels pour la meilleure information de l'Exécutif Communal et les partenaires de la Commune.

### **III. Présentation sommaire de la Commune**



**La Commune de NKOLAFAMBA a été créée par décret n°9 5/82 du 24 avril 1995 elle appartient au Département de la MEFOU et AFAMBA dans la Région du CENTRE. Elle s'étend sur 652 km<sup>2</sup> et est limitée :**

- au Nord par les Communes d'AWAE, et de DZENG
- Au Sud par la Commune d'Arrondissement de Yaoundé 4<sup>ème</sup>
- A l'Est par la Commune de MFOU
- A l'Ouest par la Commune de SOA



**Photo 1 : Siège de la Commune**

## **III.2. Milieu biophysique**

### **III.2.1. Climat**

Le climat de la Commune de NKOLAFAMBA s'intègre dans le climat de toute la région du Centre. En effet, c'est un climat tropical humide, de type équatorial, avec 4 saisons bien marquées. La moyenne annuelle des précipitations est de 1 700 mm et celle des températures de 24,5°C (Rapport annuel des activités de la Délégation Départementale du MINADER, 2010). Cependant des perturbations relevées depuis plus de deux ans ne permettent pas toujours d'avoir une démarcation nette de ces quatre saisons. La pluviométrie est de type bimodal permettant deux campagnes agricoles. Ce climat est favorable au développement de la forêt dense mais semi-décidue favorisant la culture du cacaoyer et plusieurs autres cultures vivrières (manioc, macabo, arachide, etc.).

### **III.2.2. Sol**

Les sols sont classés comme Xanthique ou « Plinthic Ferralsols » dans la classification FAO-UNESCO. Ils appartiennent au groupe des sols ferralitiques fortement désaturés insaturés. Ce sont des sols argileux tropicaux et leurs couleurs varient du brun-jaunâtre au brun vif. Le PH est généralement acide. On rencontre aussi des sols hydromorphes très mal drainés

dans les bas-fonds. Les sols hydromorphes permettent le développement des cultures de contre saison.

### III.2.3. Relief

La Commune fait partie du vaste plateau sud-camerounais d'altitude moyenne 650m. Il est accidenté par endroits du fait des collines isolées ou des complexes de collines, de pentes variables et par la présence de quelques rochers dans la zone de NKOLMEYANG II et de MEVEN pouvant être exploités comme gravier dans les constructions diverses. Il n'existe pas de site touristique aménagé. Pourtant l'espace communal regorge d'énormes potentialités à travers les collines et montagnes.

### III.2.4. Hydrographie

La zone est arrosée par un réseau hydrographique constitué de grandes rivières, l'ATO'O et AFAMBA avec leurs nombreux affluents tels que : NTEM, NKOABONG, NSOLE, YOBO, OTTOTTOMO, ZEZA'A, METUI, ABIEUGUE MELOE. La multitude des ruisseaux au sein de la Commune peut favoriser l'aquaculture (pisciculture) et aussi l'irrigation des cultures en saison sèche. Ces ruisseaux sont utilisés pour la lessive, la pêche artisanale, le lavage des véhicules et l'extraction du sable.

Certains ruisseaux sont soumis à la pollution, car les déchets sont déversés dans ces ruisseaux sans contrôle. Les débits sont moyens et peuvent permettre la production de l'énergie électrique. Les étendues des ruisseaux ne peuvent être estimées du fait du manque des données disponibles.

### III.2.5. Flore et faune

La formation végétale est la forêt dense humide sempervirente de basse et moyenne altitude, constituée de produits forestiers ligneux dont les essences les plus exploitées sont répertoriées dans le tableau ci-après.

Tableau 1 : Essences forestières identifiées

Nom scientifique	Nom commercial	Nom local	Partie utilisée	Niveau d'exploitation	Utilisation
<i>Chorophora excelsa</i>	Iroko	Abang	Ecorce, tronc	Elevé	Médecine Bois d'œuvre
<i>Cyclocodiscus gabonensis</i>	Okan	Adoum	Ecorce Tronc	Elevé	Médecine Bois d'œuvre
<i>Irvingia gabonensis</i>	Mango sauvage	Ando'o	Amandes	Elevé	Alimentation
<i>Entandrophragma cylindrica</i>	Sapelli	Assié	Tronc	Elevé	Bois d'œuvre
<i>Entandrophragma utile</i>	Kossipo	Atom assié	Tronc	Elevé	Bois d'œuvre
<i>Piptadeniastrum</i>	Piptadenla	Atui	Ecorce	Elevé	Médecine

<i>africanum</i>	dabema		Tronc		Bois d'œuvre
<i>Triplochiton sacleroxylon</i>	Ayous	Ayos	Tronc	Elevé	Bois d'œuvre
<i>Lovea trichilioides</i>	Dibetou	Bibolo	Tronc	Elevé	Bois d'œuvre
<i>bois alstonia spp</i>	Emien	Ekouk	Ecorce	Elevé	Médecine
<i>Pychranthus angolensis</i>	Ilomba caraboard	Eteng	Ecorce Tronc	Elevé	Médecine Bois d'œuvre
<i>Distemonanthus benthamianum</i>	Movingui	Eyen	Tronc	Elevé	Bois d'œuvre
<i>erythrepeum</i>	Tali	Elon	Tronc	Elevé	Bois d'œuvre
<i>Terminalia superpa</i>	Fraké	Akom	Tronc	Elevé	Bois d'œuvre
<i>Diospyros crassiflora</i>	Ebène	Mevini	Tronc	Moyen	Bois d'œuvre
<i>Rocinedendron eudulis</i>	Ezézang	Ezézang	Amande	Moyen	Consommation humaine
<i>Distemonanthus benthemianus</i>	Movingui	Eyen	Tronc	Elevé	Bois d'œuvre
<i>Nauclea diderrichii</i>	Bilinga		Tronc	Moyen	Bois d'œuvre

Tableau 2 : Produits forestiers non ligneux identifiés

<i>Gnetum africanum</i>	Okok	Okok	Feuilles	Moyen	Alimentation
<i>Raphia farinifera</i>	Raphia	Zam	Branches et feuilles	Moyen	Artisanat, habitation et décoration

La formation herbeuse à *Imperata cylindrica* dominante constitue la végétation spontanée. On note quelques espèces telles que l'*Eupatorium sp.* en majorité, du *Vermomia sp.*, etc.

La faune est diversifiée et peut se classer en deux catégories :

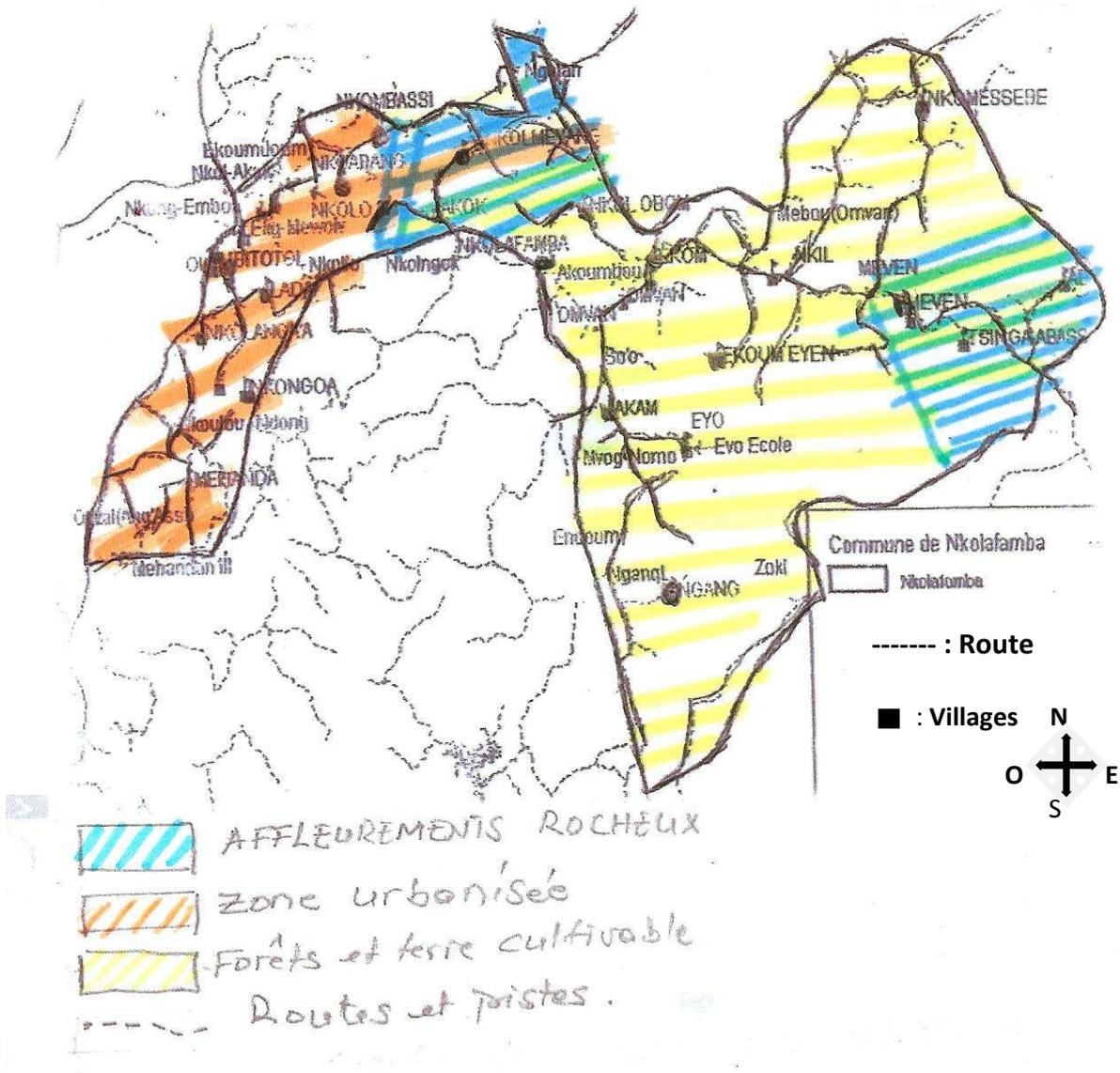
- Une faune sauvage constituée des rongeurs, des oiseaux, des espèces aquatiques (clarias, tilapia, poissons vipères) est presque en voie de disparition.
- Une faune domestique constituée de chèvres, des moutons des porcs, de la volaille et des cochons d'inde.

Tableau 3: Espèces fauniques

Nom commun	Nom scientifique
Mamba vert	<i>Rendroaspis janesoni</i>
Épervier	<i>Accipiter erythropus</i>
Tortue	<i>Chelonidae</i>
Varan	<i>Varanus niloticus</i>
vipère	<i>Bitis gabonica</i>
Pangolin	<i>Nanis tricuspis</i>
Porc épic	<i>hystricristata</i>
Civette	<i>Viverra civetta</i>

### III.2.6. Matrice du diagnostic des Ressources Naturelles

Ressources Naturelles	Localisation	Potentiel	Utilisateurs /utilisations	Contrôleurs	Tendances	Problèmes /contraintes	Actions à entreprendre
Forêt presque 586 km <sup>2</sup>	Tous les villages	bois, lianes, animaux sauvages	Populations rurales, braconniers, pour la construction, le bois de chauffe, chasse vannerie pharmacopée	Services du MINFOF, chefs de familles	Diminution considérable des essences exploitables et des animaux	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Coupe anarchique du bois,</li> <li>- Destruction du couvert arboré</li> <li>- Insuffisance des moyens de surveillance</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Entreprendre le reboisement des espaces dégradés</li> <li>- Mettre en place une forêt communautaire</li> <li>- Appliquer les textes sur le contrôle et la réglementation de l'exploitation forestière</li> </ul>
Terres cultivables (467km <sup>2</sup> )	Tous les villages	Près de 60% de terres non exploitées	Populations rurales pour les exploitations agropastorales	Chefs de familles et chefs traditionnels	Occupation progressive des terres par des habitations dues à la pression démographique	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Terres peu fertiles</li> <li>- Présence de nombreux ravageurs</li> <li>- La poussée démographique</li> </ul>	Application des techniques culturales modernes Utilisation des intrants agricoles
Cours d'eau	Tous les villages	Poisson Sable	Eau pour lessive Pêche artisanale Extraction du sable	Aucun	Diminution de la quantité de poisson	Assèchement des lits des cours d'eau en saison sèche	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Créer des étangs piscicoles</li> <li>- Aménagement des sources</li> </ul>
Rochers (Terres non cultivables)	NKOLMEYANG, MEVEN	Les rochers restent à 80% inexploités	Constructions des habitations Sites touristiques	Aucun	Inexploités	Absence des techniques et moyens d'exploitation	Viabiliser les sites touristiques
Faune sauvage	Tous les villages	Rats et hérissons	Alimentation et commerce	MINFOF	En diminution considérable	Chasse non contrôlée, pression sur les niches	Contrôle de la chasse
Marécages	Tous les villages	Raphia, lianes	Pisciculture, extraction sable, agriculture	Aucun	Insuffisamment exploités	Inaccessibilité	Faciliter l'accès aux différents sites



**Carte 2 : Ressources naturelles de la Commune**

### **III.3. Milieu humain**

#### **III.3.1. Repères historiques de la Commune**

Elle est composée de 4 groupements :

- EVONDO
- MVOG MANGA I
- MVOG MANGA II
- TSINGA
- Couvrant 48 villages, elle est peuplée des tribus EVONDO, MVOG MANGA, TSINGA, MVOG MANZE, OTOLO, YEMESSOUM, OYECK, ESONGH, MANGUISSA et sans oublier la forte colonie allogène qui y réside.

Les populations de la commune de NKOLAFAMBA d'après la légende, sont venues d'Egypte et ont traversé la Sanaga sur le dos d'un serpent, une partie de ce peuple est restée dans la zone de la Lékié appelée Bekassa. Une autre s'est installée à NKOLAFAMBA alors que les autres ont continué vers la mer à la recherche du sel. Parmi celle-ci on compte trois grandes familles ou clans que sont : les Mvog Manga, les Tsinga, les Evondo. Toutefois on retrouve quelques clans minoritaires à savoir : les Mvog man Ze, les Otolu, les Yemessoum ; les Fong. Toutefois, on note la présence d'autres peuples allogènes qui se sont installés récemment et qui mènent des activités agricoles et commerciales.

Au départ, NKOLAFAMBA était un village qui appartenait à la commune de MFOU. Suite au décret n°95/82 du 24 avril 1995, NKOLAFAMBA a été érigé en commune rurale.

Avec le décret N°2008/376 du 12 novembre 2008, portant organisation Administrative de la République du Cameroun, l'appellation de Commune Urbaine ou rurale et de Province n'existe plus. La Commune Rurale de NKOLAFAMBA est devenue Commune de NKOLAFAMBA.

Depuis sa création, la Commune a eu à sa tête deux Maires :

- Monsieur ENDOUGOU de 1995 à 2002
- Monsieur FOE AMOUGOU de 2002 à nos jours.

La Commune est une société organisée sur le plan traditionnel, administratif, socioprofessionnel et relationnel. Elle est composée d'un regroupement de villages.

Le chef de groupement ou chef de deuxième degré a sous sa responsabilité un ensemble de villages à la tête desquels on trouve des chefs de troisième degré ayant autour d'eux un ensemble de notables représentant les grandes familles de la communauté.

Les chefs de villages, descendants des différents fondateurs, sont les gardiens de la tradition.

Les différentes traditions sont : les rites, les interdictions, les systèmes d'héritage et la religion.

➤ **Les rites/ Pratiques**

Les principaux rites qu'on rencontre sont : le veuvage, la dot.

• **Le veuvage**

Le veuvage est un rite qui consiste à purifier le veuf ou la veuve en vue de sa resocialisation. On pense dans la sous-région que le non respect de ce rite expose le concerné à la démence, aux maladies, voire à la mort. Il y a longtemps, la purification se faisait par la belle-famille, représentée par les beaux-frères ou les belles-sœurs. Les éléments utilisés étaient purement traditionnels. De nos jours, à travers les villages de la Commune, plusieurs veufs et veuves se sont tournés vers la purification par les prêtres et pasteurs.

• **La dot**

Elle aussi a connu des modifications surtout dans le contenu de la contrepartie que reçoit la famille de la femme qui va en mariage. Autrefois, la contrepartie était évaluée en nature et en numéraire. Aujourd'hui, elle est évaluée uniquement en nature.

➤ **Les successions**

• **A la chefferie**

Les successions sont patrilinéaires dans toutes les chefferies de la Commune. C'est le premier enfant (fils) du défunt qui est le successeur légitime. Cependant en cas d'incapacité notoire observée, un autre membre de la famille peut assurer la succession.

• **Dans les familles**

Partout dans les communautés, lorsque le chef de famille décède, un de ses frères encore vivant convoque le conseil de famille statuant en matière de succession. L'Administration des biens est désignée objectivement sur la base des capacités et de potentialités à assurer cette charge. Tous les descendants en ligne direct du défunt sont héritiers et cohéritiers.

➤ **Les interdictions**

Une interdiction est encore d'actualité dans les villages de NKOLAFAMBA. Il s'agit de l'inceste. L'interdit concerne les ressortissants d'un même clan qui ne peuvent et ne doivent pas se marier ou entretenir des relations sexuelles.

### III.3.2. Populations et religions pratiquées

La population de la Commune de NKOLAFAMBA est estimée à 14 494 âmes (Données Recensement Général de la population et de l'Habitat). Cette population est essentiellement jeune (environ 76%). Les vieillards représentent à peu près 1% de la population. Ce traduirait une espérance de vie courte au sein de cette population.

Tableau 4 : Répartition de la population par sexe et par âge

Tranches d'âge	Population	Répartition par sexe		Observations
		Hommes	Femmes	
0-5 ans	3 710	1 835	1 875	25,6% de la population
6-15 ans	3 696	1 828	1 868	25,5% de la population
16- 30 ans	3 493	1 728	1 765	24,1% de la population
31-45 ans	1 725	853	872	11,9% de la population
46-60 ans	1 218	602	616	8,4% de la population
61-75 ans	507	251	256	3,5% de la population
75 et plus	145	72	73	1% de la population
	14 494	7 170	7 324	97,9

Source : Rapport du recensement démographique 2005

On rencontre les religions telles le christianisme, l'islam, les pentecôtistes du 7<sup>ème</sup> jour. Toutefois la prédominance du christianisme se fait sentir. Il n'existe pas d'exclusion liée à l'appartenance à une religion. Les populations vivent en parfaite harmonie.

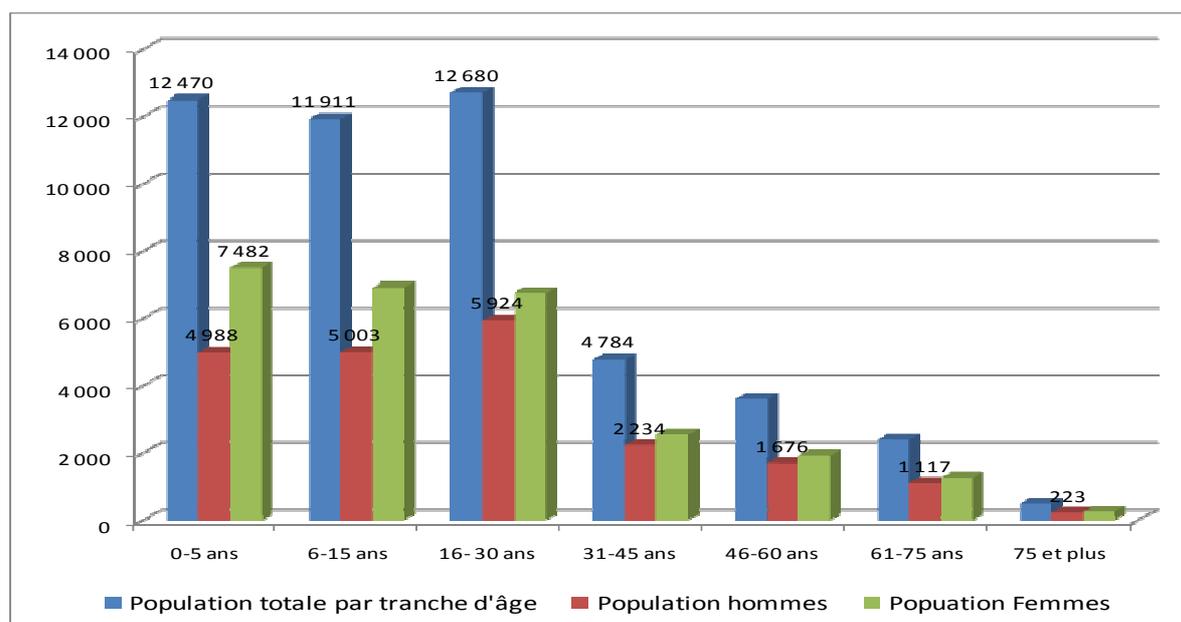


Fig. 4 : Répartition de la population de la Commune par tranche d'âge et par sexe

**Tableau 5 : Fiches des populations vulnérables**

N°	Village	Handicapés	Orphelins	Personne âgées
1	MINDZIE	1	28	5
2	ABANG-TSINGA	3	55	7
3	NKOLNGOE	2	22	5
4	ABOMBO	6	58	6
5	EFANDI	2	22	3
6	NKONG-MELEN	1	14	3
7	ZOCK II	1	10	4
8	MEBOU	1	8	3
9	NGALANE FONG	4	36	4
10	DZOUZOK	2	19	5
11	MEBANG	11	112	11
12	NLOBISSON II	3	35	5
13	EKOM II	3	31	7
14	EKOUMEYEN	4	35	4
15	ABANGA	3	30	5
16	EYO	4	36	4
17	OBOM	4	41	4
18	NKOMESSEBE	3	57	6
19	ATOASSI	3	26	6
20	EBOLMEDZOM	18	347	25
21	NKIL	10	108	22
22	MEVEN	12	103	14
23	MBAKA	9	107	15
24	NGANG I	9	90	9
25	AFAN	1	11	1
26	NSAZOMO	27	220	25
27	NKOLAFAMBA	20	172	17
28	ZOCK I	5	21	6
29	NKOLMEYANG II	11	46	5
30	ANYOUNGOM I	2	20	6
31	BITENG	14	142	16
32	BITOTOL	33	334	25
33	NKOULOU	20	283	18
34	NKOLBIKOGO	24	240	20
35	MEHANDAN I	10	178	18
36	NGANG II	3	33	6
37	NKOLMEYANG I	4	45	10
38	NKOLMEYANG III	3	28	3
39	NKOMBASSI	10	99	10
40	LADA I	19	99	11
41	LADA II	24	111	11
42	AKAM	3	31	3
43	EKOM I	1	31	3

44	NDIBISSONG	2	25	2
45	ANYOUNGOM II	2	21	2
46	NKOLO I	33	320	31
47	NKOLO II	19	259	26
48	NKOLO III	10	66	10
	TOTAL	<b>419</b>	<b>4 265</b>	<b>467</b>

**Tableau 6 : Besoins des différentes catégories d'handicapés dans la Commune de NKOLAFAMBA**

Catégorie d'handicapés	Nombre	Besoins	Structure d'encadrement existant
Sensoriels auditifs	75	Accéder à l'éducation spécialisée. Prise en charge financière	Aucune
Sensoriels visuels	50	Accéder à l'éducation spécialisée. Prise en charge financière	Aucune
Physiques ou moteurs	250	Acquérir différents appareillages et prise en charge financière	Aucune
Mentaux	44	Prise en charge psychologique	Aucune

### III.3.3. Principales activités économiques

#### III.3.3.1. Agriculture

L'agriculture est la principale activité économique de la Commune. On pratique une agriculture itinérante sur brûlis (cultures vivrières). Les productions sont en général destinées à l'autoconsommation des ménages. On note néanmoins une orientation vers la commercialisation des produits agricoles. Les cultures comme le bananier- plantain, et les arbres fruitiers sont pratiqués en monoculture et les cultures vivrières en système de polyculture. On rencontre en association les cultures telles l'arachide, macabo, manioc, bananier plantain, ignames etc.

La culture de rente est le cacao (*Theobroma cacao*). Le cacaoyer cultivé dans la zone est un ensemble de variétés composées de Criollo, de Forastero et de Trinitario. Il provient en grande partie de vieux vergers qui datent des années quarante et d'une infime partie de nouveaux vergers. Le rendement avoisine les 300 à 400 kg de cacao marchand par hectare. Le palmier à huile se met en place lentement, car la culture ne faisant partie des traditions agricoles de la zone. Les palmeraies sont généralement jeunes et le palmier se pratique en culture pure précédé de bananier plantain et l'arachide.

L'activité agricole se résume en la pratique des cultures vivrières et des cultures dites de rente.

- Cultures vivrières

Elles regroupent les cultures des zones de forêt dans des superficies généralement inférieures à 1ha. Les spéculations les plus rencontrées sont l'arachide, manioc, macabo, bananier plantain. Les rendements de ces différentes cultures sont les suivants :

**Tableau 6 : Rendements de quelques cultures vivrières pratiquées dans la Commune**

Spéculation	Rendement (t/ ha)
Manioc	25
Maïs	3
Macabo	25
Arachide	2,5
Bananier plantain	15
Palmier à huile	6 tonnes de régimes
Ananas	60

*Source : Rapport d'activités 2010 Délégation d'arrondissement d'agriculture de NKOLAFAMBA*

- Cultures de rente

La culture de rente principale est le cacaoyer. Les vergers et les producteurs sont vieillissants. Ce qui entraîne une baisse de rendement et la chute de la production. Les superficies moyennes sont de l'ordre de 1,5 hectare pour des rendements de 0,3 tonnes par hectare. Les problèmes qui se posent concernent entre autre la pourriture brune des cabosses et les attaques dues aux capsides.

Les superficies exploitables dans la commune sont 72% des superficies totales. La population agricole tourne autour de 22 000 producteurs.

**Tableau 7 : Superficies cultivables et producteurs agricoles de la Commune NKOLAFAMBA**

Groupements	Superficie Totale (km2)	Superficie agricole utile (km2)	Population totale (hbt)	Population active	Nombre exploitants agricoles
MVOG- MANGA II (NKOABANG)	277	92	9713	8650	1780
MVOG MANGA I (NKOLAFAMBA)	120	110	7865	6327	3155
EVONDO (DZOUZOK)	74	65	4586	2456	1856
TSINGA (MEVEN)	181	150	5975	4560	3987
TOTAL	652	467	28139	21993	10798

*Source : Rapport d'activités 2010 Délégation d'arrondissement d'agriculture de NKOLAFAMBA*

### III.3.3.2. Elevage

Diverses classes d'animaux tels que les caprins, les ovins, les porcins et la volaille sont présentes grâce à un élevage traditionnel et/ou moderne. Ce secteur connaît quelques problèmes liés au manque d'accompagnement et de formation des éleveurs. Pour les élevages traditionnels chaque famille dispose en moyenne 10 têtes de volailles ; 1000 têtes de volaille (poulets) pour les élevages modernes avec des rendements de 1,5 kg par tête après 45 jours d'élevage. Pour les porcins nous avons en moyenne 4 têtes en élevage traditionnel et 20 têtes en élevage semi-moderne.

Les ovins et les caprins sont généralement en divagation. Le manque d'espace de pâturage reste le problème majeur de cette spéculation. Les familles détiennent entre deux et quatre têtes. Les problèmes des zoonoses (salmonelloses pour la volaille, brucelloses pour les coprins et ovins et le ténia pour les porcs) dues aux mauvaises conditions d'élevage et à l'insuffisance d'encadrement. A cause des multiples raisons (temps de rentabilité assez long, risques trop élevés, coût de production assez élevé), beaucoup d'éleveurs ont abandonné l'élevage des pondeuses au profit des poulets de chair.

L'élevage des cobayes est considéré comme une occupation des femmes car l'élevage se fait généralement dans les cuisines des femmes.

**Tableau 8 : Données sur l'élevage semi moderne pratiqué dans la Commune de NKOLAFAMBA**

N°	Principales espèces		Bassin de production	Effectif des éleveurs	Mode d'élevage
	Espèces	Effectif			
1	Porcs	386 têtes	Groupement MVOG MANGA I&II	38	Semi intensif
3	Poulets de chair	11.000 têtes	Groupement MVOG MANGA II	11	Semi intensif
5	Poulets ponte	1800 têtes	Groupement MVOG MANGA II	03	Semi intensif
6	Petits ruminants	236 têtes	Groupement EVONDO	32	extensif
7	Aulacode	18 têtes	Groupement MVOG MANGA I	01	extensif
8	Cobayes	85 têtes	Groupement TSINGA et MVOG MANGA II	04	extensif

**Source : Rapport d'activités 2010 Délégation d'arrondissement du MINEPIA de NKOLAFAMBA**

La pisciculture fait ses premiers pas dans la localité (Tableau 7). On pratique des associations dans les différents étangs. La pisciculture dans cette localité est encore peu maîtrisée car exige des conditions et des sites spécifiques pour sa pratique.

**Tableau 9 : Etat de la pisciculture dans la Commune de NKOLAFAMBA**

N°	Principales espèces		Bassin de production	Effectif des pisciculteurs	Mode d'élevage
	Espèces associées	Superficie			
1	Tilapia, Clarias Hétérotis Carpes	25 000 m <sup>2</sup>	GROUPEMENT MVOG MANGA I&II	11	extensif
			GROUPEMENT MVOG MANGA I & II		
			GROUPEMENT MVOG MANGA I&II		
2	Carpes tilapia	2 000m <sup>2</sup>	GROUPEMENT EVONDO ET TSINGA	02	

*Source : Rapport d'activités 2010 Délégation d'arrondissement du MINEPIA de NKOLAFAMBA*

### **III.3.3.3. Artisanat**

L'artisanat se résume à la petite vannerie et à la menuiserie. On compte un nombre importants d'artisans (à peu près 50 artisans) dans toute la Commune. Les produits de leurs activités sont les hottes, les corbeilles, les ouvertures des habitations, des sculptures qui sont commercialisés localement.

### **III.3.3.4. Commerce et services**

La Commune de NKOLAFAMBA dispose d'un centre commercial construit. Le commerce se résume par la présence de quelques épiceries dans le centre urbain et dans les différents villages. Toutefois, les villages NKOLO I, II, III, LADA I et II, BITOTOL et NKOULOU se transforment en véritable pool d'échanges. Cette situation s'explique par la proximité de ces localités de la ville de Yaoundé. Dans certains villages, les marchés périodiques ont lieu à des jours bien précis.

La distribution des produits pétroliers à travers deux stations services (TRADEX et SOCAEPE) qui sont installées dans le territoire de la Commune ; ainsi que la présence d'un établissement de micro-finance (Express union), des quincailleries, des autoécoles et des alimentations qui permettent des rentrées de recettes à la Commune.

### III.4. Principales infrastructures par secteur

#### III.4.1. Education de base

Localisation	Infrastructure/Equipement					
	Ecoles	Enseignants	Salles de classes	Etat	Tables bancs	Autres
AKAM	3	10	9	8 bons 1 passable	52	2 blocs latrines
NKOLMEYANG II	2	9	9	1 bon 8 passables	105	1 point d'eau
ABANGA	1	4	7	Bon	154	1 bloc latrine
EKOUMEYEN	1	1	0	-	40	
NKOMESSEBE	1	4	3	1 passable	40	1 bloc latrine, 1 logement
EYO	1	4	4	Bon	73	
NKIL	1	5	6		44	
MEVEN	1	3	4	1 bon 1 passable	60	1 point d'eau 1 bloc latrines, 1 logement
NGANG I	2	7	6	4 bons, 2 passables	166	1 bloc latrine
NSAZOMO	6	38	34	8 bons 3 passables	174	4 points d'eau, 4 blocs latrines, 1 bac à ordures, 1 clôture
ANYOUNGOM	2	5	2	Bon	30	1 point d'eau, 1 bloc latrine
BITOTOL	4	34	28	Bon	455	1 bloc latrines
LADA II	2	9	7	4 bons 2 passables	123	
MEHANDAN	3	11	11	bon	313	
NKOLO I	2	22	18	Bon	494	2 point d'eau, 2 blocs latrines, 1 bac à ordures
NKOLO III	6	40	28	Bon	303	1 point d'eau, 2 blocs latrines
NKOLAFAMBA	2	12	11	9 bons 2 passables	73	1 point d'eau, 2 blocs latrines
NKOLOBOM	1	4	6	Passables	35	1 bloc latrine
EKOM I	1	6	5	Bon	123	
NKOLBIKOGO	2	18	10	Bon	271	1 bloc latrine
NKOLO II	3	13	14	Bon	100	1 point d'eau

#### III.4.2. Enseignements secondaires

Localisation	Infrastructure/Equipement					
	Etablissements	Enseignants	Salles de classes	Etat	Tables bancs	Autres
Zock II (CES)	1	9	6	4 bons, 2 passables	39	1 point d'eau
Nkolmeyang II (CES)	1	21	7	4 bons, 3 passables	32	
Meven (CES)	1	4	8	4 bons, 2 passables	54	1 point d'eau, 1

						bloc latrines
Nkolo II (LYCEE)	1	64	29	28 bons	60	1 point d'eau
Nkolafamba (LYCEE)	1	32	16	6 bons 4 passables	40	1 bloc latrines
Ekoum I (CETIC)	1	18	7	Bon	30	1 point d'eau, 1 bloc latrines
Nkolbikogo (Collège Monti)	1	15	10	Bon	50	1 point d'eau, 1 bloc latrines
Ebolmedzom (Collège Marie Bernard)	1	10	15	Passable	45	
Nkolo I (Institut Ebages)	2	19	12	Passable	58	1 point d'eau, 1 bloc latrines

### III.4.3. Eau et Energie

Localisation	Infrastructure/Equipement			Observations
	Puits	Forage	Transformateur	
Mindzie	1	0	0	Fonctionnel
Abang	1	0	2	Fonctionnel
Ngang II	1	0	0	Fonctionnel
Efandi	2	0	0	Tous en panne
Zock II	1	0	0	En panne
Mebou	1	0	0	Fonctionnel
Dzouzok	2	0	0	Fonctionnel
Nlobisson	2	2	1	1 pompe de forage en panne
Nkolmeyang II	3	1	1	2 puits en panne
Ekoumeyan	2	0	0	Fonctionnel
Ekoum II	2	1	0	Fonctionnel
Zock I	2	0	0	Fonctionnel
Anyoungom I	1	0	0	Fonctionnel
Nkil	1	1	1	Tous en panne
Akam	1	0	0	Fonctionnel
Nsazomo	1	0	1	Fonctionnel
Mehandani	1	0	1	Fonctionnel
Nkolo I	1	0	4	Fonctionnel
Nkolo II	1	0	0	Fonctionnel
Nkolo III	1	0	0	Fonctionnel
Nkolbikogo	2	0	1	Fonctionnel
Nkoulou	4	0	4	Fonctionnel
Bitotol	1	0	2	Fonctionnel
Afan	1	0	0	Fonctionnel
Ebolmedzom	0	0	2	Fonctionnel
Nkombassi	0	0	1	Fonctionnel
Mbaka	1	0	1	Fonctionnel

### III.4.4. Travaux publics

Localisation	Infrastructure/Equipement					
	Buses	Etat	Ponts	Etat	Autres	Etat
Ekoum II	3	Bon	0			
Abombo	0	Bon	1	Bon		
Mbaka	2	Bon	0	-		
Nkil	1	Dégradé	0	-		
Abang Tsinga	2	Bon	0	-		
Meven	2	Bon	1	Bon		
Efandi	1	Dégradé	0	-		
Abanga	3	Bon	0	-		
Mindzie	1	Bon	0	-		
Nkongmelen	1	Bon	0	-		
Mebou	0	-	2	Bon		
Ekoumeyan	2	Dégradé (1)	0	-		
Eyo	1	Bon	1	Dégradé		
Ngang I	1	Bon	1	Bon		
Ngang II	0	-	1	Dégradé		
Atoasi	0	-	2	Bon		
Zock I	1	Bon	0	-		
Dzouzok	1	Bon	0	-		
Akam	1	Bon	0	-	1(dalot)	Bon
Ngalane Fong	1	Bon	0	-		

**Tableau 10 : Etat des axes routiers de la Commune**

N°	Axe routier	Nature	Longueur (Km)	Etat
1	Efandi, Abanga, Mindzie	En terre	9	Mauvais
2	Meven, Nkongmelen, Mebang, Nkomessebe, Mbaka, Mebou	En terre	16	Passable
3	Ekoum I, Ekoumeyan, Eyo, Ngang I, Ngang II,	En terre	17	Passable
4	Ngang II, Atoasi, Zock I, Zock II	En terre	9	Passable
5	Nkolmeyan II, Nkolmeyan I, Ngalane Fong,	En terre	6	Mauvais
6	Nkolo I, Lada I, Lada II, Nsazomo, Nkolbokogo, Nkoulou, Mehandan I	En terre	14	Mauvais
7	Zock II, Nkolngoe	En terre	7	Très mauvais état
8	Bitotol, Anyoungom II	Bitumé	15	Bon état

### III.4.5. Santé Publique

Localisation	Infrastructure/Equipement						
	Bâtiment	Etat	Personnel	Equipement	Etat	Autres	Etat
Meven	2	Bon	1	3 lits,	Passable	1 point d'eau	Bon
Nkolafamba	3	passable	11	11lits, 2 laboratoires, 2 pharmacies, 2 maternités, 1 réfrigérateur	vétuste	2 points d'eau, 2 blocs latrines	bon
Lada II	1	Passable	1	0	-		

Akam	1	Bon	1	5 lits, 1 maternité, 1 laboratoire, 1 réfrigérateur	Passable		
Nkombassi	1	Bon	1	0	-		
Nkolo I	2	Bon	4	2 labo, 4 lits, 2 maternités	Passable		

#### III.4.6. Agriculture

Localisation	Infrastructure/Equipement		
	Bâtiment	Etat	Personnel
DZOUZOCK (Poste agricole)	1	Vétuste	1

#### III.4.7. Commerce

Localisation	Infrastructure/Equipement		
	Bâtiment	Etat	autres
NKOLMEYANG II (Complexe commercial)	1	vétuste	0

#### III.4.8. Administration territoriale

Localisation	Infrastructure/Equipement		
	Bâtiment	Etat	autres
NKOLAFAMBA (Sous Préfecture)	1	Vétuste	0

### III.5. Principales potentialités et ressources de la Commune

Les ressources naturelles de la Commune de NKOLAFAMBA sont relativement abondantes. Elles font l'objet d'agression de plus en plus importante de la part des différents usagers aussi bien internes qu'externes. Les autorités communales (conseil municipal) et les populations de façon générale, ont montré un intérêt particulier pour une exploitation plus rationnelle de ces ressources. Toutefois, elles ont des difficultés à percevoir l'état d'évolution et de dégradation de ces ressources naturelles et l'impact des aménagements en cours.

Les principales ressources de la Commune peuvent se regrouper dans les domaines forestier, agricole, pastoral, faunique, piscicole, minier et de l'habitat.

**Tableau 11 : Potentialités et ressources de la Commune**

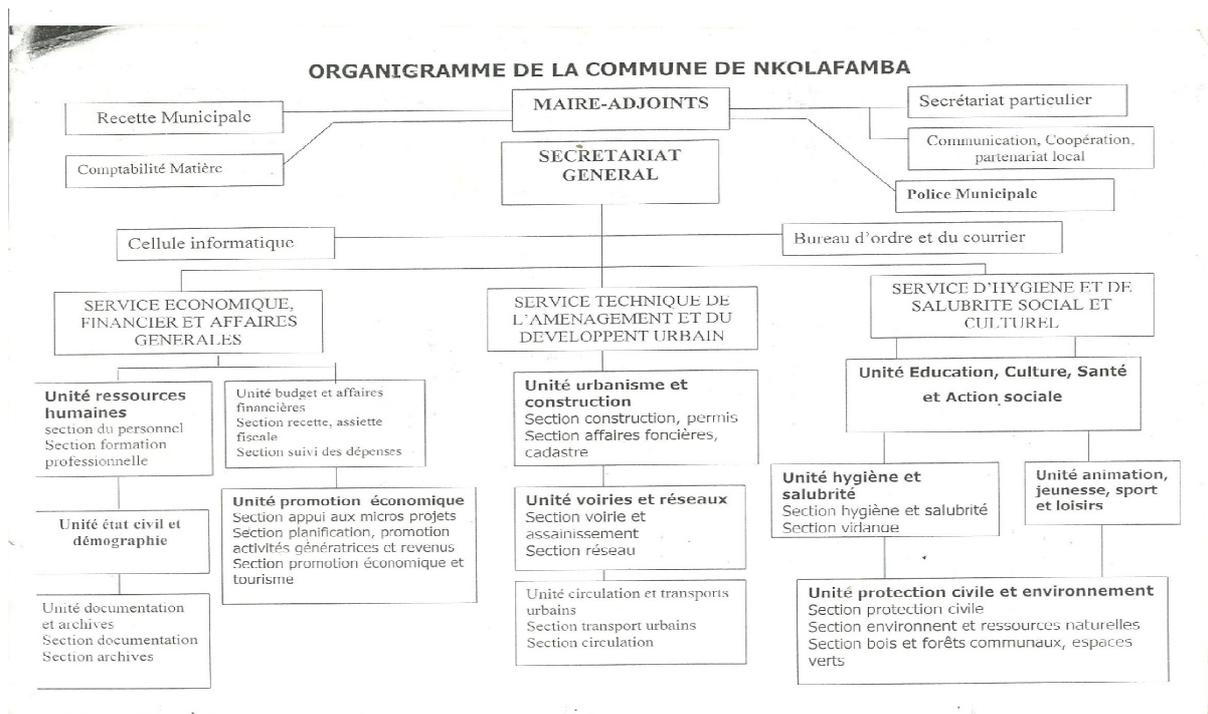
Domaine	Ressources	Potentialités	Contraintes
Elevage	Diversité d'espèces animales	Modernisation de l'élevage	Insuffisance d'encadrement et de moyens financiers
Forêts	Essences forestières et Produits forestiers non ligneux	Grandes superficies couverte par la forêt	Exploitation importante et anarchique des forêts
Faune	Diversité des espèces	Ventes des animaux	Chasse non contrôlée

	fauniques	sauvages	
Pisciculture	Diversité des espèces de poissons	Présence des marécages et ruisseaux	Difficultés d'accès aux sites
Mines	Affleurements rocheux et sable	Création des carrières de gravier et de sable	Difficultés d'accès aux divers sites
Agriculture	467 km <sup>2</sup> de surface agricole utile disponible	Sols fertiles et disponibles Proximité des grands marchés	Appauvrissement du sol, Poussée démographique
Hydrographie	Multitudes de cours d'eaux	Pratique de l'irrigation, la pêche, et l'aquaculture	Faible débit des cours d'eau, pollution de certains ruisseaux
Tourisme	Affleurements de rochers	Valorisation en tant que sites touristiques	Difficile d'accès
Environnement	Grandes superficies de forêts	Diversité d'essences ligneuse, non ligneuse et faunique	Exploitation non contrôlée de la ressource
Transport	Existence d'une aire de stationnement, de nombreux véhicules, deux stations services	Proximité de la métropole Yaoundé et passage de la route nationale N°1	Mauvais état des véhicules de transport, l'incivisme de certains usagers, l'absence des agences de voyage

### III.6. SYNTHÈSE DES RESULTATS DU DIAGNOSTIC

#### III.6.1 Synthèse du DIC

Le Conseil Municipal est représentatif de la diversité ethnique et socio professionnelle de la localité. Ce Conseil Municipal compte actuellement 23 conseillers dont une femme. Le niveau académique du conseil varie du Certificat d'études primaires élémentaires au diplôme universitaire avec un potentiel intellectuel élevé.



### Gestion des ressources humaines

Forces	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> <li>◆ La répartition des tâches clairement définie entre les membres de l'exécutif municipal</li> <li>◆ Le personnel est représentatif de la diversité ethnique et socio professionnelle de la localité et même du pays ;</li> <li>◆ Le potentiel intellectuel du Conseil Municipal élevé Les réunions du personnel sont régulièrement tenues.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>◆ Le personnel n'a pas encore bénéficié des formations spécifiques dans la gestion communale.</li> <li>◆ Les conseillers municipaux n'assurent pas suffisamment leur rôle de relais dans la transmission de l'information dans les deux sens</li> <li>◆ La Commune ne dispose pas d'un organigramme fonctionnel.</li> <li>◆ Absence de planification des activités</li> <li>◆ Absence de programmation des activités</li> <li>◆ Système de rapportage approximatif</li> <li>◆ Niveau de formation du personnel très bas</li> <li>◆ Archivage approximatif des documents</li> </ul>

### Gestion des ressources financières

Les recettes des trois années à savoir 2007, 2008 et 2009 n'ont pratiquement pas connues d'évolution. Elles sont restées relativement stables. Toutefois l'augmentation observée en 2008 trouve son explication.

Forces	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> <li>◆ Forte contribution des recettes fiscales locales dans le financement du budget</li> <li>◆ Salaires réguliers des agents communaux</li> <li>◆ . Suivi rigoureux des procédures de gestion (Encaissements et décaissements)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>◆ Collaboration insuffisante entre les services Administratifs et financiers</li> <li>◆ Formation insuffisante du personnel en comptabilité communale</li> <li>◆ Existence du fichier du contribuable non actualisé</li> <li>◆ Agents de recouvrement non formés</li> <li>◆ absence d'une Recette municipale autonome</li> <li>◆ relations conflictuelles entre les agents de recouvrement et les contribuables</li> </ul>

## Gestion du patrimoine communal

Forces	Faiblesses
<p>Existence des infrastructures commerciales (magasins et centre commercial)</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Vétusté et exigüité du bâtiment abritant les services de la Mairie</li> <li>• Equipement de bureau insuffisant et inadapté</li> <li>• Absence du matériel roulant</li> <li>• L'éloignement entre le siège de la Commune et les services de la recette municipale</li> <li>• inexistence du plan d'urbanisation communal</li> <li>• mauvais état du matériel roulant</li> </ul>



Photo 2 : l'état du patrimoine de la Commune



Photo 3 : le bâtiment servant de centre commercial

## Gestion des relations

Forces	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> <li>◆ Bonnes relations avec les acteurs externes de la Commune (SDE, tutelle, autorités traditionnelles),</li> <li>◆ La bonne collaboration entre les agents.</li> <li>◆ Existence des Partenariats diversifiés et développés avec le PNDP, le FEICOM,</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>◆ Absence/inexistence d'un plan de communication</li> <li>◆ Insuffisance de communication sur les objectifs et moyens de mise en œuvre des actions de développement.</li> </ul>

## Axes de renforcement de la commune

Axes de renforcement	Actions à mener
Gestion financière	<ul style="list-style-type: none"> <li>◆ Renforcer les capacités du personnel en charge de la gestion financière</li> <li>◆ Renforcer le système de recouvrement des créances et taxes</li> <li>◆ Créer et développer des activités génératrices de revenus</li> </ul>
Gestion du patrimoine	<ul style="list-style-type: none"> <li>◆ Elaborer un plan d'urbanisation</li> <li>◆ Actualiser le fichier des contribuables</li> <li>◆ Mettre en place une politique de maintenance des équipements et du matériel roulant</li> <li>◆ Sécuriser le patrimoine foncier</li> </ul>
Gestion des ressources humaines	<ul style="list-style-type: none"> <li>◆ Créer une dynamique de la gestion des ressources humaines</li> <li>◆ Planifier et optimiser l'utilisation des ressources humaines en choisissant un personnel compétent et motivé</li> <li>◆ Organiser et bien gérer les ressources humaines</li> <li>◆ Redynamiser les commissions techniques du conseil municipal</li> <li>◆ Inciter le personnel à la performance à travers des sanctions et la planification du travail à effectuer ;</li> <li>◆ S'arrimer à l'organigramme type des Communes proposé par le MINATD</li> </ul>
Gestion des relations	<ul style="list-style-type: none"> <li>◆ Instituer des rencontres régulières avec les sectoriels</li> <li>◆ Elaborer un plan de communication</li> <li>◆ Mettre sur pieds une stratégie de communication avec les populations à la base (supprimez ceci)</li> <li>◆ Mettre en application l'organigramme transitoire de la commune (supprimez ceci)</li> </ul>

### III.6.2 Développement de l'économie locale

L'économie locale de la Commune de NKOLAFAMBA est basée essentiellement sur l'agriculture. On note néanmoins d'autres domaines sur lesquels il peut y avoir de l'espérance. Autrement dit cette économie s'articule autour de plusieurs autres domaines embryonnaires :

- **L'agriculture** est la principale activité économique de la Commune. Elle est marquée par un système de subsistance (banane, patate, Macabo, manioc, etc.) et une forte production de cacao. On pratique une agriculture itinérante sur brûlis (cultures vivrières). Les productions sont en général destinées à l'autoconsommation des ménages. On note

néanmoins une orientation vers la commercialisation des produits agricoles. Cette orientation des productions pourrait induire d'autres activités telles que la transformation, la conservation, l'augmentation des superficies cultivées voire les rendements des différentes spéculations. La transformation et la conservation donneront certainement une valeur ajoutée aux produits de récolte.

Les cultures vivrières dont les superficies moyennes oscillent entre 0,5 à 1 ha pourront s'augmenter pour atteindre des valeurs de 2 à 3 ha par spéculations, car les surfaces cultivables sont importantes dans la Commune. Les cultures de rente comme le cacao, l'ananas et le palmier à huile pourront aussi augmenter de superficies et de rendement.

De plus, l'enthousiasme observé dans le regroupement des producteurs (GIC, union des GIC et fédérations) pourrait augmenter considérablement les productions. Aussi il faudra que la Commune en collaboration le sectoriel concerné d'améliorer la gestion des exploitations afin de voir toutes les richesses produites par les différents producteurs mieux utilisées. Toutes ces actions pourront à terme permettre à la Commune de mieux maîtriser ces opérateurs économiques (GIC) et d'améliorer son secteur économique.

- **Les secteurs de commerce et de transport** devraient s'améliorer avec la construction du marché et de la gare routière de NKOABANG (NKOLO I). Il faut signaler que la Commune de NKOLAFAMBA dispose d'un centre commercial construit. Le commerce se résume par la présence de quelques épiceries dans le centre urbain et dans les différents villages. Toutefois, les villages NKOLO I, II, III, LADA I et II, BITOTOL et NKOULOU se transforment en véritable pool d'échanges. Cette situation s'explique par la proximité de ces localités de la ville de Yaoundé. Dans certains villages, les marchés périodiques ont lieu à des jours bien précis. On note la présence du petit commerce des produits vivriers et manufacturés dans les différentes localités de la Commune (les abords des grandes Eglises Catholiques ABANG (NGANG I), OMBAN, ABANG TSINGA).

**La distribution des produits pétroliers** à travers deux stations services (TRADEX et SOCAEPE) qui sont installées dans le territoire de la Commune ; ainsi que la présence d'un établissement de micro-finance (Express union), des quincailleries, des autoécoles et des alimentations qui permettent des rentrées de recettes à la Commune.

### III.6.3. Principaux problèmes et besoins identifiés et consolidés par secteur

N°	SECTEUR	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS	VILLAGES
1	Agriculture	Baisse de la production agricole	<ul style="list-style-type: none"> <li>Faible taux d'adoption et de valorisation des technologies existantes</li> <li>Accès limité aux Intrants et équipements</li> <li>Faible taux d'adoption et de valorisation des technologies existantes</li> <li>Faible utilisation des intrants performants</li> <li>Faibles capacités de gestion</li> <li>Forte dépendance à l'agriculture pluviale</li> <li>Insuffisance des infrastructures de stockage/conservation</li> <li>Faible capacité organisationnelle et financière des producteurs</li> <li>Insuffisance de l'encadrement technique des producteurs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dégradation de la production agricole par habitant</li> <li>Faible productivité agricole</li> <li>Faible augmentation des superficies cultivées</li> <li>Faiblesse des revenus des producteurs</li> <li>Abandon des exploitations</li> <li>Exode rural</li> <li>Précarité des conditions de vie</li> <li>Insuffisance de la promotion du développement communautaire et local</li> </ul>	Construction d'un poste agricole Promotion des structures de commercialisation des intrants et équipement	MEVEN
					Réhabilitation d'un poste agricole	DZOUZOCK
					Construction d'un CEAC	NGANG II
N°	SECTEUR	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS	VILLAGES
2	Elevage, pêches et industries animales	Sous valorisation des activités d'élevage et de pêches	<ul style="list-style-type: none"> <li>Insuffisance d'encadrement des éleveurs et pisciculteurs</li> <li>Faible capacité organisationnelle et financière des producteurs</li> <li>Divagation des animaux domestiques</li> <li>Faible disponibilité des intrants</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Faible revenu</li> <li>Insécurité alimentaire</li> <li>Développement des épidémies</li> <li>Conflits</li> </ul>	Construction d'un centre zootechnique	MEVEN
					Construction d'un centre zootechnique Aménagement des aires de pâturages	ZOCK II

3	Santé publique	Difficultés d'accès aux soins de santé	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mauvaise répartition des Centres de santé</li> <li>Faible couverture sanitaire</li> <li>Insuffisance du personnel soignant qualifié</li> <li>Equipement insuffisant des formations sanitaires</li> <li>Faible accès aux médicaments</li> <li>Faible capacité financière des ménages</li> <li>Eloignement des centres de santé et CMA</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Cherté des soins</li> <li>Orientation des populations vers la médecine moderne</li> <li>Pratique de l'automédication</li> <li>Récurrence des maladies et épidémies</li> <li>Taux de morbidité et de mortalité élevé</li> <li></li> </ul>	Personnel (3) ; 7 lits ; 1 labo, 1 maternité et 1 Pharmacie (à équiper) ; clôture	MEVEN
					Personnel (4) ; 5 lits ; 1 labo, 1 maternité et 1 Pharmacie (à équiper) ; clôture ; 1 logement, 1 point d'eau	LADA II
					Personnel (3) ; 5 lits ; 1 labo, 1 maternité et 1 Pharmacie (à équiper) ; clôture, 1 logement	AKAM
					Personnel (3) ; 10 lits ; 1 labo, 1 maternité et 1 Pharmacie (à équiper) ; 1 clôture 1 point d'eau	NKOMBASSI
					Personnel (2) ; 9 lits ; 1 labo, 1 maternité et 1 Pharmacie (à équiper) ; clôture	NKOLAFAMB A
					Personnel (2) ; 6 lits ; 1 labo, 1 maternité et 1 Pharmacie (à équiper) ; clôture, logement	NKOLO I

N°	SECTEUR	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS	VILLAGES
4	Education de base	Difficulté d'accès à l'Education de base	<ul style="list-style-type: none"> <li>Insuffisance du personnel enseignant qualifié</li> <li>Insuffisance des salles de classe</li> <li>Bâtiments et salles de classe existants non entretenus</li> <li>Faible niveau d'équipement des salles de classe</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Sous-scolarisation</li> <li>Délinquance juvénile</li> <li>Difficulté d'insertion socioprofessionnelle des jeunes</li> <li>Augmentation du taux de déperdition scolaire</li> </ul>	Salles de classe (2), table bancs (76), point d'eau (2), latrine (2) clôture (2), logement (2), bacs à ordures (4)	AKAM
					table bancs (48), latrine (1) clôture (1), logement (1), bacs à ordures (2)	NKOLMEYANG
					Enseignants (3) table bancs (3), point d'eau (1), clôture (1), logement (1), bacs à ordures (3)	ABANGA
					Enseignants (2) Salles de classe (3), table bancs (40), point d'eau (1), latrine (1) clôture (1), logement (1), bacs à ordures (2)	EKOUMEYEN

N°	SECTEUR	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS	VILLAGES
			<ul style="list-style-type: none"> <li>Insuffisance d'écoles maternelles</li> <li>Accès limité au matériel didactique (élèves et enseignants)</li> <li>Aires de jeux non aménagées</li> <li>Insuffisance de latrines et points d'eau potable dans les écoles</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Programme scolaire non couvert</li> </ul>	Salles de classe (1), table bancs (80), point d'eau (1), latrine (1) clôture (1), logement (1), bacs à ordures (3)	NKOMESSEBE
					point d'eau (1), latrine (1) clôture (1), logement (1), bacs à ordures (2)	EYO
					table bancs (44), point d'eau (1), latrine (1) clôture (1), logement (1), bacs à ordures (1)	NKIL
					Enseignant (1) table bancs (70), point d'eau (1), latrine (1) clôture (1), logement (1), bacs à ordures (3)	MEVEN
					point d'eau (1 à réhabiliter), latrine (1) clôture (1), logement (1), bacs à ordures (3)	NGANG I
					Salles de classe (13), table bancs (231), point d'eau (2) latrine (5) clôture (4), logement (6), bacs à ordures (10)	NSAZOMO
					Salles de classe (1), table bancs (20), point d'eau (1), latrine (1) clôture (2), logement (1), bacs à ordures (3)	ANYOUNGOM I
					Salles de classe (1), table bancs (108), point d'eau (1), latrine (4) clôture (2), logement (2), bacs à ordures (6)	BITOTOL
					table bancs (30), point d'eau (1), latrine (4) clôture (2), logement (4), bacs à ordures (6)	LADA II
					Salles de classe (1), table bancs (18), point d'eau (1), latrine (3) clôture (2), logement (4), bacs à ordures (6)	MEHANDAN
					Enseignants (8) Salles de classe (7), table bancs (276), logement (4), bacs à ordures (6)	NKOLO I
					Salles de classe (1), table bancs (116), latrine (2) clôture (2), logement (1), bacs à ordures (6)	NKOLO III

N°	SECTEUR	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS	VILLAGES
					Enseignants (2) Salles de classe (1), table bancs (214), point d'eau (2), latrine (1) clôture (2), logement (2), bacs à ordures (4)	NKOLAFAMBA
					Salles de classe (4 à réhabiliter), table bancs (35), point d'eau (1), latrine (2) clôture (1), logement (1), bacs à ordures (2)	OBOM
					Enseignants (2) Salles de classe (3), table bancs (89), point d'eau (1), latrine (2) clôture (1), logement (2), bacs à ordures (2)	EKOM I
					Table bancs (32), bacs à ordures (4)	NKOLBIKOGO
					Table bancs (31) bacs à ordures (4)	NKOLO II
5	Enseignements secondaires	Difficulté d'accès à l'enseignement secondaire	<ul style="list-style-type: none"> <li>Insuffisance du personnel enseignant</li> <li>Nombre de salles de classe insuffisant</li> <li>Nombre insuffisant d'établissement d'enseignement secondaire</li> <li>Insuffisance des salles spécialisées et ateliers</li> <li>Accès limité au matériel didactique (élèves et enseignants)</li> <li>Absence de bibliothèques fonctionnelles</li> <li>Absence d'aires de jeux aménagées</li> <li>Insuffisance de latrines et points d'eau potable dans les établissements</li> <li>Faiblesse des revenus des parents</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Baisse du taux de scolarisation</li> <li>Difficulté d'insertion socioprofessionnelle des jeunes</li> <li>Délinquance juvénile</li> <li>Coûts élevés des études</li> <li>Exode rural</li> </ul>	Table bancs(6), latrine (1), clôture (1), bacs à ordures (2), bloc administratif (1)	ZOCK II
					Table bancs (7) clôture (1), bacs à ordures (2), bloc administratif (1)	MEVEN
					<ul style="list-style-type: none"> <li>Recrutement des enseignants qualifiés</li> <li>Aménagement des aires de jeux</li> </ul> Construction et équipement des bibliothèques	NKOLMEYANG II
					clôture (1), bacs à ordures (2), bloc administratif (1)	
					Table bancs (30), clôture (1), bacs à ordures (2), bloc administratif (1)	EKOM I
					Point d'eau (1) latrine (1), clôture (1), bacs à ordures (2), bloc administratif (1)	NKOLAFAMBA
6	TRAVAUX PUBLICS	Enclavement de la Commune	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mauvais état des routes</li> <li>entretien insuffisant des routes et</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>fréquence élevée des accidents de circulation</li> </ul>	ouverture de la piste Zock II- Nkolngoe (7km)	NKOLNGOE

N°	SECTEUR	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS	VILLAGES
			pistes de la Commune	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Coût élevé du coût de transport</li> <li>• Coût élevé des produits de première nécessité</li> <li>• Difficulté d'écoulement des produits agricoles</li> <li>• Difficulté de déplacement des personnes et des biens</li> <li>• Surcharge dans les voitures et sur les motos</li> </ul>	<p>Reprofilage de 9 km route (Efandi- Mindzie) avec une buse à réhabiliter à Efandi</p> <p>Reprofilage de 8 km de route</p> <p>Reprofilage de 8 km de route</p> <p>Reprofilage de 17 km de route avec 1 buse à reconstruire à Ekoumeyem et un pont à réhabiliter à Eyo</p> <p>Reprofilage de 9 km de route Avec un pont à réhabiliter à Ngang II</p> <p>Reprofilage de 6 km de route</p> <p>Reprofilage de 14 km de route</p>	<p>Efandi, Abanga, Mindzie</p> <p>Meven, Nkongmelen Mebang Nkomessebe</p> <p>Mbaka, Mebou ; Ndibisson</p> <p>Ekom I, Ekoumeyem ;Eyo, Ngang I, Ngang II</p> <p>Ngang II, Atoasi, Zock I, Zock II</p> <p>Nkolmeyang II et I, Ngalane Fong</p> <p>Nkolo I, Lada II et I, Nsazomo, Nkolbikogo, Nkoulou, Mehandan</p>
7	JEUNESSE	Insuffisance d'encadrement des jeunes	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Insuffisance d'organisation des jeunes en GIC, ONG, GIE, ASSOCIATIONS</li> <li>• Manque d'information sur les structures d'encadrement des jeunes existantes (PAJER-U, PIFMAS)</li> <li>• Absence des structures d'encadrement au niveau local (représentation communale du Conseil National de la Jeunesse)</li> <li>• absence des aires de loisirs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Désœuvrement et oisiveté</li> <li>• Déperdition scolaire</li> <li>• Délinquance juvénile</li> <li>• Dépravation des mœurs</li> <li>• Propagation du VIH/SIDA</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Création d'un centre d'encadrement des jeunes</li> <li>• Personnel d'encadrement</li> <li>• Formation des jeunes</li> <li>• Campagnes de sensibilisation en vue de la lutte contre le SIDA</li> <li>• Construction des aires de loisirs</li> </ul>	
8	ENERGIE ET EAU	Difficulté d'accès à l'énergie électrique	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Eloignement par rapport au réseau national d'électricité</li> <li>• Coût élevé des frais de branchement au réseau électrique</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Développement difficile des activités économiques</li> <li>• Utilisation difficile des appareils électriques, électroménagers et électroniques</li> <li>• Familiarisation/utilisation difficile des nouvelles</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Connexion au réseau d'électricité de 18 villages</li> <li>• Electrification rurale décentralisée</li> </ul>	<p>EKOM II, ZOCK II, NLOBISSON I, NKONGMELEN, MBAKA, EKOUMEYEM, EYO, MEBOU, NDBISSON, NKOMESSEBE, MINDZIE, EKOM</p>

N°	SECTEUR	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS	VILLAGES
				technologies de l'information et de la communication (NTIC)		I, OBOM, ZOCK I, NGALANE FONG, ATOASSI, NGANG I,
		<b>Accès limité des populations à l'eau potable</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Insuffisance de points d'eau potables</li> <li>Manque d'entretien des points d'eau aménagés</li> <li>Points d'eau en panne</li> <li>Mauvais fonctionnement des comités de gestion des points d'eau (CGPE)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Prolifération des maladies hydriques</li> </ul>	Puits (1 à construire)	Abang Tsinga
					Puits (2 à réhabiliter)	Efandi
					Puits (1 à réhabiliter)	Zock II
					Puits (2 à réhabiliter)	Nkolmeyang II
					Puits (1 à réhabiliter)	Meven
					Puits (1 à construire)	Nsazomo
					Puits (1 à réhabiliter)	Mbaka
					1 Puits et 1 forage (à réhabiliter)	Nkil
					Forage (1 à réhabiliter)	Nlobisson
					Puits (1 à construire)	Nkongmelen
					Puits (1 à construire)	Abanga
					Puits (1 à construire)	Mehandani I
					Puits (1 à construire)	Ekoumeyan
9	<b>AFFAIRES SOCIALES</b>	<b>Faible encadrement des couches vulnérables</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Inexistence d'un fichier des couches vulnérables à la Commune</li> <li>Absence d'un centre social</li> <li>Manque du personnel d'encadrement</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Troubles psychologiques</li> <li>Délinquance juvénile</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Création et construction d'un centre social</li> <li>Personnel d'encadrement</li> <li>Elaboration d'un fichier des couches vulnérables</li> <li>Acquisition des appareillages</li> </ul>	
10	<b>FEMME ET FAMILLE</b>	<b>Difficultés d'accès des femmes, des jeunes filles aux services sociaux</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Inexistence des structures d'encadrement des femmes et des jeunes filles</li> <li>Insuffisance du personnel dans les délégations du ministère de tutelle</li> <li>Faible pouvoir économique de la femme</li> <li>Faible représentativité et participation de la femme dans les instances politiques et du développement (prise en compte de leurs intérêts)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Fragilisation de la famille et de la société</li> <li>Dépravation des mœurs</li> <li>Accentuation de la dépendance de la femme vis-à-vis des hommes</li> <li>Relâchement de l'encadrement de la famille</li> <li>Prolifération du phénomène des filles-mères et enfants abandonnés</li> <li>Exode rural</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Formation et sensibilisation sur les droits de la femme et de la famille</li> <li>Formation des femmes en AGR</li> </ul>	
11	<b>CULTURE</b>	<b>Difficulté de valorisation du</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Absence d'un cadre de concertation entre jeunes et adultes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Aliénation culturelle</li> <li>Non contribution de la</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Construction des foyers communautaires</li> </ul>	

N°	SECTEUR	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS	VILLAGES
		<b>patrimoine culturel</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Enclavement de la Commune</li> <li>• Faible promotion du patrimoine culturel existant</li> <li>• capacité organisationnelle limitée financière</li> <li>• Absence d'encadrement</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• culture à l'économie des familles et de la Commune</li> <li>• Dépravation de la culture locale</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Organiser des festivals culturels périodiques</li> <li>• Construction d'une maison de la culture</li> </ul>	
12	<b>PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES</b>	<b>Difficultés de création et d'accès à l'auto emploi</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Faible esprit d'entreprise</li> <li>• Faible promotion du secteur</li> <li>• Faible qualification des populations</li> <li>• Ignorance des procédures et formalités de création d'entreprises</li> <li>• Moyens financiers des populations limités</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Prolifération des emplois précaires</li> <li>• Augmentation du taux de désœuvrement</li> <li>• Faible pouvoir économique des populations et de la Commune</li> <li>• Faible diversification des revenus</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Sensibilisation sur les PME</li> <li>• Accompagnement à la mise en place des 10 PME</li> </ul>	
13	<b>MINES, INDUSTRIE ET DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE</b>	<b>Valorisation difficile des ressources minières disponibles</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Ignorance de la réglementation</li> <li>• Difficultés d'accès aux carrières de sables</li> <li>• Matériel d'exploitation rudimentaire</li> <li>• Faible organisation et structuration des acteurs</li> <li>• Absence de formation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Sous exploitation des ressources</li> <li>• Paupérisation des populations</li> <li>• Faible pouvoir économique de la Commune</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Valorisation du potentiel minier de la Commune (sable, et latérite)</li> </ul>	
14	<b>TOURISME</b>	<b>Faible promotion des activités d'écotourisme</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Insuffisance des structures d'accueil (restaurant auberges...)</li> <li>• Non aménagement des sites touristiques</li> <li>• Enclavement de la Commune</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Faible attraction des touristes</li> <li>• Faible pouvoir économique des populations et de la Commune</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Aménagement des sites touristiques existants</li> <li>• Construction des centres d'accueils des visiteurs</li> <li>• Entretien des routes</li> </ul>	
15	<b>DOMAINES ET AFFAIRES FONCIERES</b>	<b>Précarité de la situation foncière</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Faible sécurisation foncière</li> <li>• Délimitations ancestrales</li> <li>• Gestion anarchique de l'espace</li> <li>• Faible niveau de sensibilisation des populations sur la sécurisation foncière et les procédures y relatives</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Litiges fonciers</li> <li>• Risque de déguerpissement sans dédommagement</li> <li>• Conflits entre les villages voisins</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Un point focal des domaines et affaires foncières dans la Commune</li> <li>• Facilitation de l'accès aux titres fonciers</li> </ul>	
16	<b>COMMERCE</b>	<b>Difficultés d'accès aux marchés</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Faible niveau d'organisation des producteurs</li> <li>• Mauvais état des routes</li> <li>• Insuffisance d'infrastructures</li> <li>• Insalubrité dans les marchés (absence de latrines, de bacs à ordures)</li> <li>• Faible sécurisation des biens et</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Insécurité des opérateurs et usagers</li> <li>• Forte spéculation sur les produits</li> <li>• Faible revenu</li> <li>• Beaucoup de pertes post récolte des produits</li> </ul>	Latrine (1), point d'eau (1),	Nkolmeyang II

N°	SECTEUR	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS	VILLAGES
			personnes	agricoles • Pollution de l'environnement		
17	TRANSPORT	Précarité des conditions de transport	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mauvais état des routes</li> <li>Absence de gare routière aménagée</li> <li>Inexistence d'agences de voyage</li> <li>Non respect de la réglementation en matière de transport</li> <li>Forte spéculation sur les prix de transport</li> <li>Etat défectueux des véhicules et moto utilisés par les transporteurs</li> <li>Surcharge des véhicules et engins de transport</li> <li>Automobilistes/moto taximen sans permis de conduire et autres documents exigibles (carte grise, assurance, etc.)</li> <li>Non respect du code de la route par les automobilistes et les autres usagers</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Accidents de circulation très fréquents</li> <li>Coût élevé de transport</li> <li>Usagers exposés aux intempéries aux lieux d'attente des véhicules</li> <li>Insécurité routière</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Réorganisation du transport inter urbain et urbain</li> <li>Sensibilisation des transporteurs</li> </ul>	
18	POSTES ET TELECOMMUNICATION	Accès difficile à l'information et aux services postaux	<ul style="list-style-type: none"> <li>Couverture insuffisante du réseau téléphonique</li> <li>Absence d'antennes de relais (radio, télévision, internet et téléphone)</li> <li>Non maîtrise des NTIC par les populations</li> <li>Absence d'un bureau de poste et des services postaux</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Sous information des populations</li> <li>Faible ouverture au monde extérieur</li> <li>Difficulté de communication avec l'extérieur</li> <li>Capacité de recherche et d'innovation limitée (internet)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Installation des antennes de communication</li> <li>Mettre des villages phones</li> <li>Créer et construire un bureau de poste</li> <li>Créer un service de poste automobile rurale</li> </ul>	
19	ADMINISTRATION TERRITORIALE, DECENTRALISATION ET MAINTIEN DE L'ORDRE	Non respect de l'autorité traditionnelle	<ul style="list-style-type: none"> <li>Irresponsabilité de certains chefs de village</li> <li>Non résidence de certains chefs dans leurs localités</li> <li>Non respect des chefs par la population</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dépravation des mœurs</li> <li>Perte de la culture</li> <li>Conflits entre les populations</li> <li>Anarchie</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Impliquer l'autorité traditionnelle dans les activités de la Commune</li> </ul>	
20	FORET ET FAUNE	Dégradation du couvert forestier	<ul style="list-style-type: none"> <li>Exploitation abusive des essences forestières</li> <li>Braconnage</li> <li>Pression urbaine (recherche du bois de chauffage)</li> <li>Insuffisance de contrôle de</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Disparition de certaines espèces fauniques</li> <li>Destruction de la biodiversité</li> <li>Changement climatique</li> <li>Bouleversement du</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Créer des pépinières forestières</li> <li>Mise en place des plantations forestières</li> <li>Sensibilisation sur la loi forestière</li> </ul>	

N°	SECTEUR	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS	VILLAGES
			l'administration	calendrier agricole		
21	<b>ENVIRONNEMENT ET PROTECTION DE LA NATURE</b>	<b>Dégradation des ressources naturelles</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Insuffisance des mesures de Conservation de la biodiversité</li> <li>• Feux de brousse</li> <li>• déforestation</li> <li>• Perte de certaines espèces botaniques</li> <li>• Changements climatiques</li> <li>• Mauvaises pratiques culturales</li> <li>• Formation insuffisante</li> <li>• Raccourcissement de la durée de la jachère</li> <li>• Pression démographique</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Dégradation de la biodiversité et des Ressources génétiques</li> <li>• Baisse de la nappe phréatique et du Régime des cours d'eau</li> <li>• Erosion</li> <li>• Epuisement des sols</li> <li>• Déforestation</li> <li>• Changement climatique</li> <li>• Prolifération des maladies</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Sensibilisation et formation des populations</li> <li>• Renforcement des capacités des populations en matière de préservation de l'environnement</li> </ul>	Tous les villages
22	<b>DEVELOPPEMENT URBAIN ET DE L'HABITAT</b>	<b>Urbanisation anarchique</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Constructions anarchiques</li> <li>• Manque de respect des normes d'urbanisme</li> <li>• Insuffisance des infrastructures d'assainissement</li> <li>• Voirie municipale inexistante</li> <li>• Absence d'un plan d'urbanisation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Circulation difficile dans les quartiers</li> <li>• Dégradation des voies d'accès</li> <li>• Difficulté pour les agents des services techniques à effectuer les contrôles</li> <li>• Insalubrité généralisée et pollution de l'environnement</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Création et mise en place d'un service de voirie municipale</li> <li>• Elaboration d'un plan d'urbanisation</li> <li>• Dotation des moyens de déplacements adaptés aux cadres des services techniques</li> </ul>	
		<b>Précarité de l'habitat</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Ignorance des techniques de construction en matériaux locaux</li> <li>• Logements construits en matériaux provisoires</li> <li>• Faible pouvoir économique des populations</li> <li>• Insécurité foncière des espaces occupés</li> <li>• Construction anarchique des habitations</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Maladies</li> <li>• pauvreté</li> <li>• Promiscuité</li> <li>• Accidents</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Formation de la population sur la construction en matériaux locaux</li> <li>• Faciliter l'accès aux matériaux définitifs de construction</li> </ul>	
23	<b>EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE</b>	<b>Chômage des jeunes</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Faible capacité entrepreneuriale des chercheurs d'emploi</li> <li>• Inexistence des structures d'encadrement professionnel</li> <li>• qualification insuffisante des chercheurs d'emploi</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Prolifération des activités économiques du secteur informel</li> <li>• Délinquance juvénile</li> <li>• Dépravation des mœurs</li> <li>• Oisiveté</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Construction et équipement d'une SAR</li> <li>• Construction et équipement d'un CFR</li> <li>• Construction d'un centre professionnel d'encadrement des jeunes</li> </ul>	
24	<b>TRAVAIL ET SECURITE</b>	<b>Absence de</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Méconnaissance des procédures d'octroie de la pension,</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Faible participation aux actions de</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Création d'un fonds de réinsertion</li> </ul>	

N°	SECTEUR	PROBLEMES	CAUSES	EFFETS	BESOINS	VILLAGES
	<b>SOCIALE</b>	<b>protection sociale des retraités Non respect des contrats de travail</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Faible taux d'opportunités en auto emploi</li> <li>Retard de perception de la pension retraite</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>développement</li> <li>Misère accentuée</li> <li>Poids pour la société</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Création des AGR</li> </ul>	
25	<b>SPORTS ET EDUCATION PHYSIQUE</b>	<b>Difficulté d'accès aux infrastructures sportives de qualité</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Insuffisance d'infrastructures sportives</li> <li>Déficit d'équipements sportifs dans les établissements scolaires</li> <li>Insuffisance d'enseignant d'éducation physique dans les établissements scolaires</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Faible épanouissement physique</li> <li>Faible développement des disciplines sportives et des loisirs</li> <li>Absence d'association sportive</li> <li>.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Construction d'un complexe sportif</li> <li>Aménagement des aires de sports existantes</li> <li>Affectation des enseignants de sport et d'éducation physique</li> <li>Organisation des activités sportives</li> </ul>	
26	<b>RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATION</b>	<b>Difficultés d'accès aux résultats de la recherche dans le domaine agricole</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Eloignement des structures de recherches</li> <li>Difficultés d'accès aux innovations scientifiques</li> <li>Faible promotion du secteur</li> <li>Méconnaissance de la politique sectorielle</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Utilisation du matériel végétal à faible potentiel</li> <li>Technique de production rudimentaire</li> <li>Faible production</li> <li>Baisse des revenus</li> <li>Pauvreté</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Formation des paysans chercheurs</li> <li>Information des populations</li> <li>Acquisition des innovations agropastorales et piscicoles</li> </ul>	
27	<b>ENSEIGNEMENT SUPERIEUR</b>	<b>Difficultés à accéder à l'enseignement supérieur</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Coûts élevés des frais de scolarité</li> <li>Faible revenus des parents</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Faible taux des diplômés de l'enseignement supérieur</li> <li>Abandon des études</li> <li>Délinquance juvénile et sénile</li> <li>Nombre insuffisant des élites intellectuelles</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Octroyer des bourses aux jeunes diplômés de la Commune</li> <li>Construction de mini cité dans les universités d'Etat</li> <li>Subvention de certaines charges universitaires</li> </ul>	
28	<b>Communication</b>	<b>Accès difficile à la communication</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Faible couverture du réseau radio et télévision</li> <li>Absence de kiosques à journaux</li> <li>Absences d'antennes relais</li> <li>Méconnaissance de la politique sectorielle</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Sous information</li> <li>Difficultés à communiquer</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Construction d'une radio communautaire</li> <li>Construction des antennes relais</li> <li>Développement des canaux de communication entre les communautés</li> <li>Développement d'une politique de communication entre la Commune et les communautés</li> </ul>	

## **IV. Planification stratégique**

#### **IV.1. Vision et objectifs du PCD**

Les objectifs stratégiques de la Commune de NKOLAFAMBA s'intègrent dans les orientations stratégiques nationales. Ces objectifs s'articulent autour d'une vision autour de 10 à 15 années. Pour renforcer la situation économique de la Commune, la vision de développement à l'horizon 2035 se formule ainsi qu'il suit : « **Commune de NKOLAFAMBA : Commune prospère, démocratique et unie dans sa diversité** ».

La volonté de devenir une Commune prospère, démocratique et unie dans sa diversité se décline en trois objectifs majeurs à savoir :

- créer et développer des richesses dans la Commune à un niveau socialement raisonnable,
- doter la Commune des infrastructures sociales de base (l'accès aux services de santé, d'éducation, de formation, l'eau, la route et l'électricité),
- renforcer l'unité et consolider la démocratie.

Pour son développement, la Commune de NKOLAFAMBA doit être prospère et dynamique pendant toute la période de la mise œuvre de son PCD. A cet effet, elle doit mettre l'accent sur les atouts immédiats que sont l'agriculture, le dynamisme de sa population, sa géo localisation, la coopération décentralisée et son relief tout en veillant à une répartition égalitaire des revenus.

Pour atteindre ses objectifs, la Commune doit entre autres :

#### **Consolider les libertés sociales (expression, association,...)**

- Intensifier les activités sylvo agro pastorales et piscicoles.
- Intensifier les investissements dans les infrastructures et les secteurs productifs ;
- Faire de la population un facteur effectif de développement ;
- Promouvoir, vulgariser et valoriser les résultats de la recherche ;
- Assurer une plus grande participation des populations ;
- Accroître et diversifier ses sources de revenus ;
- Promouvoir la création d'emplois décents ;
- Augmenter l'offre, la qualité et l'adéquation de la formation ;
- Affirmer la décentralisation et le développement local ;
- Renforcer la sécurité des personnes et des biens ;
- Améliorer l'offre et garantir l'accès de la majorité aux services de santé de qualité ;
- Améliorer la protection et la sécurité sociales ;
- Consolider les libertés sociales (expression et association)

## IV.2. Cadre logique par secteur

### IV.2.1.Secteur : Agriculture

Stratégie	Indicateurs (OV)	Sources de vérification	Hypothèses
<b>Objectif global</b> : Accroître la production agricole	Rendements à l'hectare accrus Types d'exploitation existants	Rapports du sectoriel et archives de la Commune	Intensification des cultures et augmentation des superficies
<b>Objectifs spécifiques</b>			
Promouvoir le développement local et communautaire	100 GIC/Unions, coopératives/Fédérations créés et légalisés	Rapports du sectoriel et archives de la Commune	Changer les mentalités individualistes
Améliorer les structures d'encadrement des producteurs	Nombre et qualité d'infrastructures d'encadrement	Rapports des sectoriels et archives de la Commune	L'Etat définit les priorités de dotation
Moderniser l'appareil productif des exploitations	Nombre et types de subventions à l'investissement octroyés Nombre de crédits accordés aux exploitants	Rapports du sectoriel et archives de la Commune	Alléger les conditions de crédit et de couverture des risques dans le secteur rural
Faciliter la commercialisation des produits agricoles	Quantité des produits écoulés	Rapports du sectoriel et archives de la Commune	
<b>Résultats attendus</b>			
R1 : Développement local et communautaire promu			
R2 : Structures d'encadrement améliorées			
R3 : Appareil productif des exploitations modernisé			
R4 : Les produits agricoles sont bien commercialisés			
<b>Activités</b>			<b>Coûts estimatifs</b>
A1.1. Inciter au regroupement des producteurs en 30 GIC et associations de développement			1 000 000
A1.2. Mettre en synergie des exploitations familiales sous forme de 5 coopératives ou de GIC			1 000 000
A2.1. Construire le poste agricole de MEVEN			25 000 000
A2.2. Réhabiliter le poste agricole de DZOUZOCK			5 000 000
A2.3. Construire le CEAC à NGANG II			15 000 000
A3.1. Faciliter les subventions à l'investissement des exploitants			1 000 000

A3.2. Dynamisation de la cacaoculture	15 000 000
A3.3. Encourager l'extension des superficies cultivées	10 000 000
A3.4. Appuyer les exploitants en matériels et équipements agricoles	25 000 000
A3.5. Organiser cinq (5) foires communales agropastorales	7 500 000
A4.1. Améliorer les circuits de commercialisation	1 500 000
A4.2. Réhabiliter les pistes de desserte	25 000 000
<b>TOTAL AGRICULTURE</b>	<b>132 000 000</b>

#### IV.2.2. Secteur : Elevage

Stratégie	Indicateurs (OV)	Sources de vérification	Hypothèses
<b>Objectif global</b> : Accroître les productions animales	Nombre d'ateliers hors sol existants et fonctionnel	Rapports du sectoriel et archives de la Commune	Tenir compte des traditions et cultures locales
<b>Objectifs spécifiques</b>			
Promouvoir l'élevage à cycle court	Nombre d'aviculture, d'élevage porcin, etc. fonctionnel	Rapports du sectoriel et archives de la Commune	
Développer l'aquaculture commerciale	Nombre et superficie des étangs fonctionnels	Rapports du sectoriel et archives de la Commune	
<b>Résultats attendus</b>			
R1 : Elevage à cycle court développé		Rapports du sectoriel et archives de la Commune	
R2 : L'aquaculture commerciale pratiquée		Rapports du sectoriel et archives de la Commune	
<b>Activités</b>			<b>Coûts estimatifs</b>
A1.1. Faciliter l'installation des jeunes éleveurs,			1 000 000
A1.2. Renforcement les capacités des éleveurs			3 000 000
A1.3. Encourager l'appropriation des innovations en la matière			1 000 000
A2.1. Promouvoir la structuration socio-professionnelle des activités d'aquaculture			10 000 000
A2.2. Renforcement les capacités des aquaculteurs			20 000 000
<b>TOTAL ELEVAGE</b>			<b>35 000 000</b>

#### IV.2.1.3. Secteur : Transport

Stratégie	Indicateurs (OV)	Sources de vérification	Hypothèses
<b>Objectif global</b> : Améliorer le niveau de service de transport	Le niveau d'organisation du secteur	Rapports du sectoriel et archives de la Commune	Mieux cerner l'évolution et la dynamique des échanges
<b>Objectifs spécifiques</b>			
Créer les infrastructures de transport	Le nombre de gares routières construites et fonctionnelles		
<b>Résultats attendus</b>			
R1 : Infrastructures de transport créées			
<b>Activités</b>			<b>Coûts estimatifs</b>
A1.1. Construire et équiper la gare routière de NKOLO I (NKOABANG)			25 000 000
A1.2. Structurer le secteur pour une bonne animation			2 500 000
<b>TOTAL TRANSPORT</b>			<b>27 500 000</b>

#### IV.2.1.4. Secteur : Education de base

Stratégie	Indicateurs (OV)	Sources de vérification	Hypothèses
<b>Objectif global</b> : Améliorer la qualité de l'enseignement et encadrement des élèves	- Taux de scolarisation et d'analphabétisme - Taux de réussite aux examens	Rapports du sectoriel et archives de la Commune	L'objectif d'universalisation du cycle primaire demeure la première des priorités de l'Etat
<b>Objectifs spécifiques</b>			
Améliorer la qualité des infrastructures scolaires et équipements	- Nombre d'infrastructures créées et/ou réhabilitées	Rapports du sectoriel et archives de la Commune	Susciter la participation des populations locales
Renforcer les effectifs de personnels enseignants et le matériel didactique dans les écoles	- Ratio Enseignants/Elèves - Matériel didactique disponible	Rapports du sectoriel et archives de la Commune	La commune mobilise les ressources financières pour former les enseignants
<b>Résultats attendus</b>			
R1 : Qualité des infrastructures et équipements améliorée	Taux d'investissement pour la construction et/ou l'équipement des salles de classe	Rapports du sectoriel et archives de la Commune	
R2 : Nombre d'enseignants augmenté et matériel didactique distribué	Ratio enseignants/élèves amélioré	Rapports du sectoriel et archives de la Commune	
<b>Activités</b>			<b>Coûts estimatifs</b>
A1.1. Construire 30 salles de classes			480 000 000
A1.2. Réhabiliter 4 salles de classes			32 000 000
A1.3. Construire 25 puits et 25 blocs de latrines dans les établissements			250 000 000
A1.5. Doter les établissements de 1 616 tables-bancs			16 160 000
A2.1. Renforcer l'effectif de 8 personnels enseignants communaux			24 000 000
A2.2. Doter les écoles de 51 lots de matériel didactique par an			2 550 000
<b>TOTAL EDUCATION DE BASE</b>			<b>804 710 000</b>

#### IV.2.1.5. Secteur : Enseignement secondaire

Stratégie	Indicateurs (OV)	Sources de vérification	Hypothèses
<b>Objectif global</b> : Améliorer la qualité de l'enseignement et encadrement des élèves	- Taux de scolarisation et d'analphabétisme - Taux de réussite aux examens	Rapports du sectoriel et archives de la Commune	Ajuster progressivement les effectifs à la capacité d'accueil des établissements
<b>Objectifs spécifiques</b>			
Améliorer la qualité des infrastructures scolaires et équipements	- Nombre d'infrastructures créées et/ou réhabilitées	Rapports du sectoriel et archives de la Commune	Utiliser rationnellement les ressources disponibles tant en personnels, en infrastructures qu'en équipement
<b>Résultats attendus</b>			
R1 : Qualité des infrastructures et équipements améliorée	Taux d'investissement pour la construction et/ou l'équipement des salles de classe	Rapports du sectoriel et archives de la Commune	
<b>Activités</b>			<b>Coûts estimatifs</b>
A1.1. Construire 5 salles de classes			80 000 000
A1.2. Construire et équiper 5 salles informatiques			75 000 000
A1.3. Construire 5 blocs administratifs			150 000 000
A1.4. Construire 5 puits et 2 blocs de latrines dans les établissements			38 000 000
<b>TOTAL Enseignement secondaire</b>			<b>343 000 000</b>

#### IV.2.1.6. Secteur : Santé

Stratégie	Indicateurs (OV)	Sources de vérification	Hypothèses
<b>Objectif global</b> : Améliorer la couverture sanitaire de la Commune	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Taux de mortalité et de morbidité</li> <li>- Taux de prévalence des pandémies (Paludisme, Tuberculose, IST/SIDA,...)</li> </ul>	Rapports du sectoriel et archives de la Commune	La vulgarisation de l'application du paquet minimum d'activités (PMA) et du paquet complémentaire d'activités (PCA) dans le district de santé
<b>Objectifs spécifiques</b>			
Construire et équiper les formations sanitaires	- Centres de santé construits et équipés	Rapports du sectoriel et archives de la Commune	Viabilisation du district de santé
Renforcer les effectifs de personnels sanitaires et matériels sanitaires	- Ratio nombre d'infirmiers/nombre de patients traités	Rapports du sectoriel et archives de la Commune	
<b>Résultats attendus</b>			
R1 : Qualité des infrastructures et équipements améliorée		Rapports du sectoriel et archives de la Commune	
R2 : Nombre d'enseignants augmenté et matériel didactique distribué		Rapports du sectoriel et archives de la Commune	
<b>Activités</b>			<b>Coûts estimatifs</b>
A1.1. Construire et équiper le centre de Santé de NGALAN FONG			32 000 000
A1.2. Construire 1 puits au Centre de santé de Lada			6 000 000
A2.1. Recruter 17 personnels de santé qualifiés			51 000 000
A2.2. Approvisionner les centres de santé et CMA en médicaments essentiels			30 000 000
<b>TOTAL SANTE</b>			<b>119 000 000</b>

#### IV.2.1.7. Secteur : Travaux publics

Stratégie	Indicateurs (OV)	Sources de vérification	Hypothèses
<b>Objectif global</b> : Améliorer l'offre en infrastructures routières	Nombre de Km de routes entretenu régulièrement	Rapports du sectoriel et archives de la Commune	L'amélioration de la gouvernance dans le secteur du BTP
<b>Objectifs spécifiques</b>			
Réhabiliter et entretenir le réseau existant,	Nombre d'ouvrages d'art et km de routes à construire et/ou à réhabiliter	Rapports du sectoriel et archives de la Commune	Le développement des capacités et de la compétitivité des opérateurs privés du BTP
Etendre et aménager le réseau routier	Nombre total de Km de routes dans la Commune	Rapports du sectoriel et archives de la Commune	Identification des bassins de production et sites touristiques
<b>Résultats attendus</b>			
R1 : Infrastructures routières existants réhabilités et entretenus	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 138 km de routes et pistes ;</li> <li>- 3 ponts et construire quatre (4) buses ;</li> <li>- Quarante-huit (48) comités de routes.</li> </ul>	Rapports du sectoriel et archives de la Commune	
R2 : Réseau routier étendu et aménagé	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 10 km de pistes de collecte</li> </ul>	Rapports du sectoriel et archives de la Commune	
<b>Activités</b>			<b>Coûts estimatifs</b>
A1.1. Ré profiler 28 km de routes et pistes			25 200 000
A1.2. Réhabiliter 3 ponts et construire quatre (4) buses.			11 940 000
A1.3. Former quarante-huit (48) comités de routes			4 800 000
A2.1. Ouvrir 10 km de pistes de collecte			15 000 000
<b>TOTAL TRAVAUX PUBLICS</b>			<b>56 940 000</b>

#### IV.2.1.8. Secteur : Eau et énergie

Stratégie	Indicateurs (OV)	Sources de vérification	Hypothèses
<b>Objectif global</b> : Améliorer la couverture des besoins en eau potable et l'accès des populations aux services énergétiques modernes	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre de points d'eau potable fonctionnels dans la Commune</li> <li>Taux de prévalence des maladies hydriques</li> <li>- Nombre de ménages abonnés</li> <li>- Km du réseau électrique</li> <li>Nombre d'AGR utilisant l'énergie électrique</li> </ul>	Rapports du sectoriel et archives de la Commune	Augmenter la couverture des services en évitant les incohérences ; Pérenniser les investissements réalisés en améliorant l'entretien
<b>Objectifs spécifiques</b>			
Améliorer la répartition spatiale des points d'eau dans la Commune	Nombre de points d'eau potable par village	Rapports du sectoriel et archives de la Commune	Une meilleure planification des ouvrages en répondant à la demande
Faciliter l'accès à 3 000 ménages au réseau électrique d'AES-SONEL	Nombre de ménages connectés au réseau électrique		Le processus de mise en place d'un fonds d'énergie rurale
<b>Résultats attendus</b>			
R1 : Chaque village dispose d'au moins d'un point d'eau potable	<ul style="list-style-type: none"> <li>- vingt (20) puits</li> <li>- dix (10) sources dans les villages</li> <li>- treize (13) puits réhabilités</li> </ul>	Rapports du sectoriel et archives de la Commune	
R2 : Réseau électrique de la Commune étendu	30 km de MT construit		
<b>Activités</b>			<b>Coûts estimatifs</b>
A1.1. Construire six (6) puits			36 000 000
A1.2. Aménager dix (10) sources dans les villages			30 000 000
A1.3. Réhabiliter huit (8) puits en panne			16 000 000
A2.1. Etendre le réseau électrique de 30 km de MT et 60 km de BT			349 200 000
A2.2. Connecter 3000 ménages au réseau AES SONEL			622 800 000
<b>TOTAL EAU ET ENERGIE</b>			<b>1 054 000 000</b>

#### IV.2.1.9. Secteur : Petites et moyennes entreprises, économie sociale et artisanat

Stratégie	Indicateurs (OV)	Sources de vérification	Hypothèses
<b>Objectif global</b> : Promouvoir l'entrepreneuriat collectif	Création et l'épanouissement d'organisations, d'entreprises de l'économie sociale viables	Rapports du sectoriel et archives de la Commune	L'appui à l'organisation et à la structuration du secteur par le Gouvernement
<b>Objectifs spécifiques</b>			
Adopter un cadre institutionnel, juridique, légal et réglementaire approprié	Textes réglementaires disponibles	Rapports du sectoriel et archives de la Commune	Appui du gouvernement
Promouvoir la culture de l'économie sociale	Nombre d'organisations, d'entreprises de l'économie sociale viables	Rapports du sectoriel et archives de la Commune	Appui du sectoriel
<b>Résultats attendus</b>			
R1 : Cadre institutionnel, juridique, légal et réglementaire approprié		Rapports du sectoriel et archives de la Commune	
R2 : Culture de l'économie sociale promue			
<b>Activités</b>			<b>Coûts estimatifs</b>
A1.1. Maîtriser le secteur de l'économie sociale			5 000 000
A1.2. Renforcer les capacités des artisans			5 000 000
A1.3. Accompagner la création de 5 PME			15 000 000
A2.1. Améliorer le système de commercialisation			1 000 000
A2.2. Développer des ressources humaines			1 000 000
A2.3. Inventorier les artisans et entreprises artisanales			1 000 000
A2.4. Organiser cinq (5) foires de l'artisanat			6 000 000
<b>TOTAL PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, ECONOMIE SOCIALE ET ARTISANAT</b>			<b>34 000 000</b>

#### IV.2.1.10. Secteur : Commerce

Stratégie	Indicateurs (OV)	Sources de vérification	Hypothèses
<b>Objectif global</b> : Développer les infrastructures commerciales	Secteur en essor	Rapports du sectoriel et archives de la Commune	L'Etat assure un approvisionnement régulier du marché intérieur, dans des conditions de concurrence saine
<b>Objectifs spécifiques</b>			
Créer et entretenir les infrastructures commerciales	Nombre d'infrastructures fonctionnelles	Rapports du sectoriel et archives de la Commune	
Structurer le secteur	Textes réglementaires disponibles		
<b>Résultats attendus</b>			
R1 : Les infrastructures commerciales sont créées et entretenues		Rapports du sectoriel et archives de la Commune	
R2 : Secteur structuré			
<b>Activités</b>			<b>Coûts estimatifs</b>
A1.1. Mettre en place un comité de gestion			500 000
A1.2. Construire et équiper le marché de NKOLO I (NKOABANG)			50 000 000
A1.3. Construire le marché d'Ekom I			20 000 000
A1.3. Collecter et centraliser les statistiques économiques des produits commerciaux			1 000 000
A2.1. Structurer le secteur pour une bonne animation			1 000 000
A2.2. Appuyer l'organisation matérielles des marchés, fixer les modalités, l'attribution des lots et à prélever les taxes			5 000 000
<b>TOTAL COMMERCE</b>			<b>77 500 000</b>

#### IV.2.1.11. Secteur : Forêt et faune

Stratégie	Indicateurs (OV)	Sources de vérification	Hypothèses
<b>Objectif global</b> : Aménager et régénérer les forêts.	Superficies de forêts régénérées ou aménagées	Rapports du sectoriel et archives de la Commune	les changements des habitudes sont amorcés.
<b>Objectifs spécifiques</b>			
Développer les produits forestiers non ligneux	Quantité et type de PNFL commercialisé	Rapports du sectoriel et archives de la Commune	La valorisation des PNFL est effective
Promouvoir l'utilisation des modèles et des technologies d'utilisation efficiente du bois de feu	Taux de foyers améliorés utilisés	Rapports du sectoriel et archives de la Commune	Les technologies sont adaptées au contexte de la zone
<b>Résultats attendus</b>			
R1 : Produits forestiers non ligneux valorisés		Rapports du sectoriel et archives de la Commune	
R2 : Modèles et technologies d'utilisation efficiente du bois de feu utilisés			
<b>Activités</b>			<b>Coûts estimatifs</b>
A1.1. Inventorier les PNFL existants			4 000 000
A1.2. Améliorer les circuits de commercialisation des PNFL			5 000 000
A1.3. Encourager la domestication des essences forestières			1 000 000
A2.1. Informer les populations sur les modèles et technologies			1 000 000
A2.2. Former sur l'utilisation des technologies			5 000 000
<b>TOTAL FORET ET FAUNE</b>			<b>16 000 000</b>

#### IV.2.1.12. Secteur : Tourisme

Stratégie	Indicateurs (OV)	Sources de vérification	Hypothèses
<b>Objectif global</b> : Développer les activités touristiques	Flux des touristes dans la Commune	Rapports du sectoriel et archives de la Commune	le dispositif institutionnel de promotion du tourisme est revu et renforcé, en tenant compte des compétences que la loi reconnaît aux collectivités territoriales décentralisées en la matière
<b>Objectifs spécifiques</b>			
Valoriser les potentiels touristiques existants dans la Commune	Nombre de sites recensés Nombre de sites aménagés	Rapports du sectoriel et archives de la Commune	Un code d'investissement touristique sera mis en place afin de stimuler l'investissement privé ainsi que la création d'emplois dans cette filière
<b>Résultats attendus</b>			
R1 : Les sites touristiques sont viables et fréquentés		Rapports du sectoriel et archives de la Commune	
<b>Activités</b>			<b>Coûts estimatifs</b>
A1.1. Inventorier les potentiels sites touristiques			4 000 000
A1.2. Aménager les sites touristiques			50 000 000
A1.3. Construire des infrastructures d'accueil (Hôtels et auberges)			100 000 000
<b>TOTAL TOURISME</b>			<b>154 000 000</b>

#### IV.2.1.13. Secteur : Mine, industrie et développement technologique

Stratégie	Indicateurs (OV)	Sources de vérification	Hypothèses
<b>Objectif global</b> : Promouvoir les technologies propres dans le secteur	Carrières de sable et gravier aménagées	Rapports du sectoriel et archives de la Commune	la création d'un cadre institutionnel et réglementaire approprié
<b>Objectif spécifique</b>			
Aménager les carrières de sable et gravier	Nombre de carrières aménagées et exploitées	Rapports du sectoriel et archives de la Commune	Respect des normes d'exploitation et sécurité des exploitants assurée
<b>Résultats attendus</b>			
R1 : les jeunes sont formés aux métiers de l'industrie minière		Rapports du sectoriel et archives de la Commune	
<b>Activités</b>			<b>Coûts estimatifs</b>
A1.1. Identifier et promouvoir les potentielles carrières (sable et gravier)			1 000 000
A1.2. Aménager les potentielles carrières (sable et gravier).			10 000 000
A1.3. Exploiter les eaux minérales et les eaux thermo- minérales			100 000 000
A1.4. Renforcer les capacités des artisans miniers			5 000 000
<b>TOTAL MINE, INDUSTRIE ET DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE</b>			<b>116 000 000</b>

#### IV.2.1.14. Secteur : Communication

<b>Stratégie</b>	<b>Indicateurs (OV)</b>	<b>Sources de vérification</b>	<b>Hypothèses</b>
<b>Objectif global</b> : Elaborer une stratégie de communication de la Commune	Cibles, mode et moyens de communication connus	Archives de la Commune	Adoption et actualisation du cadre légal, réglementaire et institutionnel par l'Etat
<b>Objectifs spécifiques</b>			
Créer et construire une radio communautaire	Radio communautaire fonctionnelle	Rapports du sectoriel et archives de la Commune	Respect de normes en la matière
<b>Résultats attendus</b>			
R1 : une radio créée		Rapports du sectoriel et archives de la Commune	
<b>Activités</b>			<b>Coûts estimatifs</b>
A1.1. Créer une radio communautaire			50 000 000
A1.2. Elaboration d'un plan de communication			1 000 000
<b>TOTAL COMMUNICATION</b>			<b>51 000 000</b>

#### IV.2.1.15. Secteur : Affaires sociales

Stratégie	Indicateurs (OV)	Sources de vérification	Hypothèses
<b>Objectif global</b> : Faciliter l'insertion professionnelle des groupes socio vulnérables	Groupes socio vulnérables en diminution	Rapports du sectoriel et archives de la Commune et groupes socio vulnérables témoins	L'Etat met en place des fonds de solidarité nationale
<b>Objectifs spécifiques</b>			
Prendre en charge 25 personnes vulnérables par an	25 personnes vulnérables prises en charge	Rapports du sectoriel et archives de la Commune et groupes socio vulnérable témoins	
Réduire la dépendance des personnes handicapées	Nombre des handicapés menant des AGR		
<b>Résultats attendus</b>			
R1 : Les personnes vulnérables prises en charge par les communautés		Rapports du sectoriel et archives de la Commune et groupes socio vulnérables témoins	
R2 : les handicapés mènent des AGR			
<b>Activités</b>			<b>Coûts estimatifs</b>
A1.1. Construire et équiper un centre social.			45 000 000
A1.2. Prendre en charge les personnes vulnérables (handicapés, orphelins, les enfants en détresse)			5 000 000
A1.3. Doter les handicapés de petits appareillages			50 000 000
A1.4. Inventorier des personnes vulnérables			1 000 000
A2.1. Encourager les familles à assurer l'encadrement de leurs parents âgés			1 000 000
A2.2. améliorer l'accès à l'éducation et aux formations dans tous les secteurs des personnes vivant avec un handicap			1 000 000
A2.3. Promouvoir l'auto-emploi			1 000 000
<b>TOTAL AFFAIRES SOCIALES</b>			<b>104 000 000</b>

#### IV.2.1.16. Secteur : Promotion de la femme et de la famille

Stratégie	Indicateurs (OV)	Sources de vérification	Hypothèses
<b>Objectif global</b> : Rendre favorables les conditions d'épanouissement de la femme	Maison construite ; Nombre de sessions de formation tenues	Rapports du sectoriel et archives de la Commune	Le cadre institutionnel est mis en œuvre.
<b>Objectifs spécifiques</b>			
Encourager la contribution de la femme dans le développement socio-économique	Nombre de femmes menant des AGR	Rapports du sectoriel et archives de la Commune	L'esprit associatif et communautaire est développé
<b>Résultats attendus</b>			
R1 : Plus de 50% de femmes participent au développement de la Commune		Rapports du sectoriel et archives de la Commune	
<b>Activités</b>			<b>Coûts estimatifs</b>
A1.1. Construire et équiper une maison de la femme			32 000 000
A1.2. Former 25 femmes et 25 jeunes filles aux AGR			5 000 000
A1.3. Faciliter l'insertion sociale de 25 femmes et 25 jeunes filles par an			25 000 000
<b>TOTAL PROMOTION DE LA FEMME ET DE LA FAMILLE</b>			<b>62 000 000</b>

#### IV.2.1.17. Secteur : Postes et télécommunications

<b>Stratégie</b>	<b>Indicateurs (OV)</b>	<b>Sources de vérification</b>	<b>Hypothèses</b>
<b>Objectif global</b> : Améliorer l'offre de services de télécommunications et de postes	Nombre d'infrastructures de télécommunication	Rapports du sectoriel et archives de la Commune	L'Etat adapte et actualise le cadre légal, réglementaire et institutionnel
<b>Objectifs spécifiques</b>			
Favoriser l'accès aux services postaux	Le bureau de poste fonctionnel	Rapports du sectoriel et archives de la Commune	Le développement du marché postal
Faciliter le développement des TIC	Nombre de personnes ou/et organismes utilisant les TIC		Le développement du marché des TIC
<b>Résultats attendus</b>			
R1 : Accès aux services postaux facilité		Rapports du sectoriel et archives de la Commune	
R2 : TIC développées			
<b>Activités</b>			<b>Coûts estimatifs</b>
A1.1. Construire et équiper un bureau de poste			15 000 000
A2.1. Construire un télé-centre communautaire			20 000 000
A2.2. Favoriser l'utilisation des TIC			5 000 000
<b>TOTAL POSTES ET TELECOMMUNICATIONS</b>			<b>40 000 000</b>

#### IV.2.1.18. Secteur : Développement urbain et habitat

Stratégie	Indicateurs (OV)	Sources de vérification	Hypothèses
<b>Objectif global</b> : Améliorer le cadre et les conditions de vie des populations en milieu urbain	L'espace urbain bien aménagé	Rapports du sectoriel et archives de la Commune	L'espace urbain est sécurisé
<b>Objectifs spécifiques</b>			
Maîtriser l'occupation du sol	Plan d'urbanisation disponible et appliqué	Rapports du sectoriel et archives de la Commune	Organisation efficiente dans la délivrance des autorisations de bâtir
Améliorer l'habitat	Type d'habitat		Promotion des matériaux locaux
<b>Résultats attendus</b>			
R1 : Occupation de l'espace urbain maîtrisée		Rapports du sectoriel et archives de la Commune	
R2 : Habitat amélioré			
<b>Activités</b>			<b>Coûts estimatifs</b>
A1.1. Réaliser une cartographie de la ville de NKOLAFAMBA (Système d'information géographique)			50 000 000
A1.2. Réaliser le plan d'urbanisme de la ville de NKOLAFAMBA			50 000 000
A1.3. Lotir et viabiliser le centre ville de la Commune			20 000 000
A2.1. Former les populations sur la production des matériaux locaux			5 000 000
<b>TOTAL DEVELOPPEMENT URBAIN ET HABITAT</b>			<b>125 000 000</b>

#### IV.2.1.19. Secteur : Sport et éducation physique

Stratégie	Indicateurs (OV)	Sources de vérification	Hypothèses
<b>Objectif global</b> : Promouvoir le sport et l'éducation physique dans la Commune	Taux de pratique des activités sportives et d'éducation physique	Rapports du sectoriel et archives de la Commune	Les activités sont promues par les sectoriels
<b>Objectifs spécifiques</b>			
Créer et améliorer les infrastructures sportives et d'éducation physique	Nombre d'infrastructures sportives créées et fonctionnelles	Rapports du sectoriel et archives de la Commune	L'Etat met l'accent sur les dotations financières
<b>Résultats attendus</b>			
R1 : Les infrastructures sportives et d'éducation physique existent et sont fonctionnelles		Rapports du sectoriel et archives de la Commune	
<b>Activités</b>			<b>Coûts estimatifs</b>
A1.1. Construire un complexe multisport à NKOLAFAMBA			35 000 000
A1.2. Aménager les aires de jeux dans cinq (5) écoles			25 000 000
<b>TOTAL SPORT ET EDUCATION PHYSIQUE</b>			<b>60 000 000</b>

#### IV.2.1.20. Secteur : Culture

Stratégie	Indicateurs (OV)	Sources de vérification	Hypothèses
<b>Objectif global</b> : Redynamiser la culture et les traditions au sein des familles	Nombre et type de cérémonies traditionnelles organisées	Rapports du sectoriel et archives de la Commune	
<b>Objectifs spécifiques</b>			
Valoriser les traditions ancestrales		Rapports du sectoriel et archives de la Commune	
<b>Résultats attendus</b>			
R1 : les coutumes et les traditions sont valorisées		Rapports du sectoriel et archives de la Commune	
<b>Activités</b>			<b>Coûts estimatifs</b>
A1.1. Inventorier le patrimoine culturel de la Commune			1 000 000
A1.2. Organiser trois (3) festivals culturels périodiques			45 000 000
A1.3. Construire et équiper une maison de la culture			20 000 000
<b>TOTAL CULTURE</b>			<b>66 000 000</b>

#### IV.2.1.21. Secteur : Administration territoriale et décentralisation

Stratégie	Indicateurs (OV)	Sources de vérification	Hypothèses
<b>Objectif global</b> : Renforcer l'autorité traditionnelle et les relations avec la tutelle	Niveau d'implication des chefs et de la tutelle dans les activités de la Commune	Rapports du sectoriel et archives de la Commune	Le cadre institutionnel des rencontres est défini
<b>Objectifs spécifiques</b>			
Susciter la participation des chefs traditionnels aux activités de la Commune	Nombre de réunions et taux de participation des chefs	Rapports du sectoriel et archives de la Commune	
Renforcer les relations avec les SDE et la tutelle	Nombre de réunions et taux de participation		
<b>Résultats attendus</b>			
R1 : Les chefs participent aux activités de la Commune		Rapports du sectoriel et archives de la Commune	
R2 : Les relations de la Commune avec les SDE et tutelle améliorées			
<b>Activités</b>			<b>Coûts estimatifs</b>
A1.1. Informer les chefs traditionnels sur les activités.			500 000
A1.2. Impliquer les chefs traditionnels dans les activités de la Commune			500 000
A1.3. Organiser les réunions d'évaluation des activités avec les chefs			1 000 000
A2.1. Renforcer les relations entre la Commune et l'autorité administrative			5 000 000
A2.2. Planifier les rencontres avec les SDE			5 000 000
<b>TOTAL ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DECENTRALISATION</b>			<b>12 000 000</b>

#### IV.2.1.22. Secteur : Enseignement supérieur

Stratégie	Indicateurs (OV)	Sources de vérification	Hypothèses
<b>Objectif global</b> : Réduire la déperdition scolaire dans l'enseignement supérieur	Le taux des diplômés de l'enseignement supérieur inséré dans le monde du travail	Rapports du sectoriel et archives de la Commune	L'Etat améliore l'efficacité et la qualité de l'enseignement ou de la formation ; développe un partenariat efficace avec l'ensemble des parties prenantes à l'enseignement ou à la formation et améliorer la gestion et la gouvernance du système
<b>Objectifs spécifiques</b>			
Faciliter l'accès à l'enseignement supérieur	Nombre de bourses scolaires attribuées aux étudiants	Rapports du sectoriel et archives de la Commune	
<b>Résultats</b>			
R1 : Le nombre de jeunes dans l'enseignement supérieur est amélioré		Rapports du sectoriel et archives de la Commune	
<b>Activités</b>			<b>Coûts estimatifs</b>
A1.1. Améliorer l'accès et l'équité			1 000 000
A1.2. Octroyer cent (100) bourses universitaires aux étudiants			5 000 000
<b>TOTAL ENSEIGNEMENT SUPERIEUR</b>			<b>6 000 000</b>

#### IV.2.1.23. Secteur : Recherche scientifique et innovation

<b>Stratégie</b>	<b>Indicateurs (OV)</b>	<b>Sources de vérification</b>	<b>Hypothèses</b>
<b>Objectif global</b> : Vulgariser les innovations technologiques et les résultats de la recherche	Nombre de cérémonies en partenariat avec les structures de la recherche	Rapports du sectoriel et archives de la Commune	La recherche intègre dans son fonctionnement les préoccupations de la Commune
<b>Objectifs spécifiques</b>			
Encourager l'utilisation des innovations scientifiques et les résultats de la recherche	Le taux d'adoption des innovations par les populations	Rapports du sectoriel et archives de la Commune	Les innovations sont mises à la disposition de la Commune
<b>Résultats attendus</b>			
R1 : les populations adoptent les résultats et les innovations technologiques		Rapports du sectoriel et archives de la Commune	
<b>Activités</b>			<b>Coûts estimatifs</b>
A1.1. Organiser des journées portes ouvertes avec la Recherche			6 000 000
A1.2. Former les paysans chercheurs			5 000 000
<b>TOTAL RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATION</b>			<b>11 000 000</b>

#### IV.2.1.24. Secteur : Domaine et affaires foncières

Stratégie	Indicateurs (OV)	Sources de vérification	Hypothèses
<b>Objectif global</b> : Sécuriser le domaine communal	L'existence des titres fonciers de la Commune	Rapports du sectoriel et archives de la Commune	la simplification et la réduction des délais des procédures d'accès à la propriété foncière
<b>Objectifs spécifiques</b>			
Réalisation du plan cadastral communal	Le plan cadastral existe	Rapports du sectoriel et archives de la Commune	
<b>Résultats attendus</b>			
R1 : Le plan cadastral est réalisé et mise en exécution		Rapports du sectoriel et archives de la Commune	
<b>Activités</b>			<b>Coûts estimatifs</b>
A1.1. Sensibiliser les populations sur l'importance de l'immatriculation foncière			1 000 000
A1.2. Aménager des lotissements à usage résidentiel			40 000 000
A1.3. Sécuriser l'espace communal			100 000 000
<b>TOTAL DOMAINE ET AFFAIRES FONCIERES</b>			<b>141 000 000</b>

#### IV.2.1.25. Secteur : Jeunesse

Stratégie	Indicateurs (OV)	Sources de vérification	Hypothèses
<b>Objectif global</b> : Promouvoir l'insertion socioprofessionnelle des	Epanouissement de la jeunesse	Rapports du sectoriel et archives de la Commune	
<b>Objectifs spécifiques</b>			
Diminuer le taux de chômage des jeunes	Nombre de jeunes ayant des emplois	Rapports du sectoriel et archives de la Commune	
<b>Résultats attendus</b>			
R1 : Le nombre de jeunes employés est croissant		Rapports du sectoriel et archives de la Commune	
<b>Activités</b>			<b>Coûts estimatifs</b>
A1.1. Créer un centre d'encadrement des jeunes			32 000 000
A1.2. Former et informer sur plusieurs domaines			25 000 000
A1.3. Encourager l'esprit d'entrepreneuriat chez les jeunes			25 000 000
<b>TOTAL JEUNESSE</b>			<b>82 000 000</b>

#### IV.2.1.26. Secteur : Emploi et formation professionnelle

Stratégie	Indicateurs (OV)	Sources de vérification	Hypothèses
<b>Objectif global</b> : Promouvoir l'emploi	Nombre et types d'emplois	Rapports du sectoriel et archives de la Commune	L'Etat augmente fortement l'offre et améliorer sensiblement la qualité de la formation professionnelle
<b>Objectifs spécifiques</b>			
Faciliter la création des emplois dans plusieurs domaines		Rapports du sectoriel et archives de la Commune	
<b>Résultats attendus</b>			
R1 : Les emplois sont créés		Rapports du sectoriel et archives de la Commune	
<b>Activités</b>			<b>Coûts estimatifs</b>
A1.1. Réhabiliter et équiper la SAR / SM d'EKOM I			10 000 000
A1.2. Encourager les formations dans les petits métiers (Auto-école, mécanique auto, menuiserie, maçonnerie)			5 000 000
A1.3. Structurer le secteur informel			10 000 000
<b>TOTAL EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE</b>			<b>25 000 000</b>

#### IV.2.1.27. Secteur : Travail et sécurité sociale

Stratégie	Indicateurs (OV)	Sources de vérification	Hypothèses
<b>Objectif global</b> : Promouvoir la sécurité sociale et au travail dans les entreprises agricoles	Nombre de travailleurs inscrits dans les structures de sécurité sociale	Rapports du sectoriel et archives de la Commune	L'Etat a consolidé les acquis, a réorganisé structurellement les organismes de sécurité sociale existants d'une part et à élargir le champ d'application matériel, personnel et professionnel de la sécurité sociale au plus grand nombre d'autre part
<b>Objectifs spécifiques</b>			
Améliorer la sécurité au travail	Le taux d'accidents de travail par entreprises	Rapports du sectoriel et archives de la Commune	
<b>Résultats attendus</b>			
R1 : La sécurité des travailleurs est améliorée		Rapports du sectoriel et archives de la Commune	
<b>Activités</b>			<b>Coûts estimatifs</b>
A1.1. Sensibiliser les employeurs et les employés sur l'importance de la sécurité sociale			1 000 000
A1.2. Faciliter les formations en matière de sécurité au travail			1 000 000
A1.3. Améliore la protection sociale des personnes vulnérables			5 000 000
A1.4. Appuyer le dialogue sociale dans les entreprises			5 000 000
<b>TOTAL TRAVAIL ET SECURITE SOCIALE</b>			<b>12 000 000</b>

#### IV.2.1.28. Secteur : Environnement et protection de la nature

Stratégie	Indicateurs (OV)	Sources de vérification	Hypothèses
<b>Objectif global</b> : Mettre en œuvre des actions en faveur de la gestion environnementale des activités rurales, de la gestion de la biodiversité et la valorisation des ressources et du reboisement ainsi que le développement des plantations forestières	Nombre et âge des jachères ; Fréquence d'utilisation des intrants d'origine organique Techniques culturales améliorées environnementales	Rapports du sectoriel et archives de la Commune	Les populations sont informées et formées sur les actions en faveur de l'environnement
<b>Objectifs spécifiques</b>			
Gérer durablement les ressources naturelles	Etat des ressources naturelles dans la Commune	Rapports du sectoriel et archives de la Commune	
<b>Résultats attendus</b>			
R1 : Ressources naturelles bien gérées		Rapports du sectoriel et archives de la Commune	
<b>Activités</b>			<b>Coûts estimatifs</b>
A1.1. Planter dix mille (10 000) arbres			2 000 000
A1.2. Sensibiliser la population sur les méfaits de la déforestation			1 000 000
A1.3. Création d'une forêt récréative urbaine			10 000 000
<b>TOTAL ENVIRONNEMENT ET PROTECTION DE LA NATURE</b>			<b>13 000 000</b>

#### IV.2.1.29. Secteur : Commune

Stratégie	Indicateurs (OV)	Sources de vérification	Hypothèses
<b>Objectif global</b> : Améliorer le fonctionnement des services communaux	Performances des services communaux	Les archives de la Commune	L'organigramme de la Commune est mis en place
<b>Objectifs spécifiques</b>			
Développer les pratiques des ressources humaines	Existence d'un système gestion des ressources humaines	Les archives de la Commune	
Optimiser les ressources financières de la Commune	Les recettes de la Commune	Les comptes administratifs et rapports du service financier	La Recette Municipale est en synergie avec mes autres services de la Commune
Accroître le patrimoine de la Commune	Nombre et type d'infrastructures, équipements de la Commune	Archives de la Commune	Les recettes et le partenariat sont développés et fructueux
<b>Résultats attendus</b>			
R1 : Potentiel humain mieux exploité		Rapports du sectoriel et archives de la Commune	
R2 : Ressources financières améliorées			
R3 : Patrimoine communal accru			
<b>Activités</b>			<b>Coûts estimatifs</b>
A1.1. Elaborer un référentiel d'emploi et de compétences			10 000 000
A1.2. Procéder au recrutement du personnel (un ingénieur de génie civil et un comptable)			10 000 000
A1.3. Elaborer un plan de formation au sein de la Commune			10 000 000
A2.1. Elaborer les stratégies de recouvrement des recettes de la Commune			5 000 000
A2.2. Développer le partenariat de la Commune			5 000 000
A3.1. Doter la Commune d'un hôtel de ville			205 200 000
<b>TOTAL COMMUNE</b>			<b>245 200 000</b>

#### IV.2.1.30. Secteur : Développement économique local

Stratégie	Indicateurs (OV)	Sources de vérification	Hypothèses
<b>Objectif global</b> : Promouvoir l'économie locale	Nombre d'activités génératrices de revenus	Rapports du sectoriel et archives de la Commune	La Commune est prospère, unie et démocratique
<b>Objectifs spécifiques</b>			
Promouvoir la diversification des sources de revenus	Nombre et types d'activités	Rapports du sectoriel et archives de la Commune	Les différents secteurs sont mieux structurés
Informier et former les différents acteurs concernés	Nombre de sessions et de réunions		
<b>Résultats attendus</b>			
R1 : Diversification des sources de revenus promue		Rapports du sectoriel et archives de la Commune	
R2 : Les différents acteurs concernés sont informés et formés			
<b>Activités</b>			<b>Coûts estimatifs</b>
A1.1. Inciter au regroupement des producteurs			
A1.2. Mettre en synergie des exploitations familiales sous forme de coopératives ou de GIC			
A2.1. construire le poste agricole de MEVEN			
A2.2. Réhabiliter le poste agricole de DZOUZOCK			
A2.3. Construire le CEAC à NGANG II			
A3.1. Faciliter les subventions à l'investissement des exploitants			
A3.2. Dynamisation de la cacaoculture			
A3.3. Encourager l'extension des superficies cultivées			
A3.4. Appuyer les exploitants en matériels et équipements agricoles			
A3.5. Organiser cinq (5) foires communales agropastorales			
A4.1. Améliorer les circuits de commercialisation			
A4.2. Réhabiliter les pistes de desserte			
A5.1. Faciliter l'installation des jeunes éleveurs,			
A5.2. Renforcement les capacités des éleveurs			
A5.3. Encourager l'appropriation des innovations en la matière			
A6.1. Promouvoir la structuration socio-professionnelle des activités d'aquaculture			

A6.2. Renforcement les capacités des aquaculteurs	
A7.1. Maîtriser le secteur de l'économie sociale	
A7.2. Renforcer les capacités des artisans	
A7.3. Conforter l'entreprise artisanale	
A8.1. Améliorer le système de commercialisation	
A8.2. Développer des ressources humaines	
A8.3. Inventorier les artisans et entreprises artisanales	
A8.4. Organiser cinq (5) foires de l'artisanat	
A9.1. Mettre en place un comité de gestion	
A9.2. Construire et équiper le marché de NKOLO I (NKOABANG)	
A9.3. Collecter et centraliser les statistiques économiques des produits commerciaux	
A10.1. Structurer le secteur pour une bonne animation	
A10.2. Appuyer l'organisation matérielles des marchés, fixer les modalités, l'attribution des lots et à prélever les taxes	

### IV.3. Coût estimatif du PCD

N°	Secteur	Coût (X1000 FCFA)
1	Agriculture	132 000
2	Elevage	35 000
3	Transport	27 500
4	Education de base	804 710
5	Enseignement secondaire	343 000
6	Sante	119 000
7	Travaux publics	56 940
8	Eau et énergie	1 054 000
9	Petites et moyennes entreprises, économie sociale et artisanat	34 000
10	Commerce	77 500
11	Foret et faune	16 000
12	Tourisme	154 000
13	Mine, industrie et développement technologique	116 000
14	Communication	51 000
15	Affaires sociales	104 000
16	Promotion de la femme et de la famille	62 000
17	Postes et télécommunications	40 000
18	Développement urbain et habitat	125 000
19	Sport et éducation physique	60 000
20	Culture	66 000
21	Administration territoriale et décentralisation	12 000
22	Enseignement supérieur	6 000
23	Recherche scientifique et innovation	11 000
24	Domaine et affaires foncières	141 000
25	Jeunesse	82 000
26	Emploi et formation professionnelle	25 000
27	Travail et sécurité sociale	12 000
28	Environnement et protection de la nature	13 000
29	Commune	245 200
<b>Total</b>		<b>4 024 850</b>

Le budget estimatif du PCD se chiffre à peu près au montant de **Quatre milliards vingt quatre millions huit cent cinquante mille francs CFA.**

#### IV.4. Esquisse du plan d'utilisation et de gestion des terres de l'espace communal (PUGT)

Espace	Villages concernés	Potentialités/atouts	Contraintes/problèmes	Utilisation/mode de gestion actuelle	Technologies utilisées	Affectation/ utilisation souhaitable	Action à entreprendre
Forêts secondaires	Tous les villages	Diversité ligneuse et faunique	Déforestation non contrôlée Disparition des espèces fauniques et forestières Présence d' <i>Eupatorium sp.</i> et une espèce végétale envahissante	Exploitation forestières, pharmacopée traditionnelle, bois de chauffe, bois d'œuvre, exploitation des PNFL, chasse	Tronçonneuses, machettes, haches	Agriculture	Réglementer la gestion
Roches (Affleurement au niveau des collines d'origine basaltique)	NKOLMEY ANG I, AFAN, EKOM II,	Installation de carrière de gravier	Accès difficile due au relief accidenté	Non exploitées		Carrières de gravier	Aménager les voies d'accès
Marécages	Tous les villages	Pratique de la pisciculture et de l'agriculture Développer l'artisanat	Accès difficile	Pratiques des cultures de contre saison, utilisation du raphia en artisanat et extraction du sable	Petit outillage agricole	Agriculture, carrières de sable	Aménager les voies d'accès
Sols à grande partie rouge et ferrallitiques, peu profonds	Tous les villages	Extension des surfaces cultivables et viabilisation urbaine	Moins fertile, insuffisance des pistes de collecte, non sécurisés pour la majorité	Agriculture, élevage et habitat	Petit outillage agricole	Agriculture	Utilisation des intrants et aménagement des pistes de desserte
hydrographie	Tous les villages	Irrigation des cultures Extraction du sable, pisciculture	Ensablement des lits de cours d'eau ; rétrécissement dû au changement climatique ; déversement non contrôlé des déchets solides et liquides	Pêche artisanale, usage domestique	Motopompe, pelles, pioches, cannes à pêche	Agriculture, carrières de sable	Contrôler les déversements



## **V. Programmation**

### V.1. Cadre de dépenses à moyen terme des projets prioritaires (CDMT)

Secteur	Résultats	Indicateurs objectivement vérifiables	Activités	Période			Ressources financières		
				A1	A2	A3	Part de la Commune (en milliers de FCFA)	Autres contributions	Total (en milliers de FCFA)
<b>Agriculture</b> (Objectif spécifique : Améliorer les structures d'encadrement des producteurs)	Structures d'encadrement améliorées	Nombre et qualité d'infrastructures d'encadrement	Construire le CEAC à NGANG II	X				15 000	15 000
Faciliter la commercialisation des produits agricoles	Les produits agricoles sont bien commercialisés	Quantité des produits écoulés	Réhabiliter la route NGANG-ABANG	X				MINADER 25 000	25 000
<b>Total 1</b>									<b>40 000</b>

Secteur	Résultats	Indicateurs objectivement vérifiables	Activités	Période			Ressources financières			
				A1	A2	A3	Part de la Commune (en milliers de FCFA)	Autres contributions		Total (en milliers de FCFA)
<b>Education de base</b> (Objectif spécifique : Améliorer la qualité des infrastructures scolaires et équipements)	Qualité des infrastructures et équipements améliorée	- Nombre d'infrastructures créées et/ou réhabilitées - Nombre salles de classe équipées	Doter les établissements de 1 616 tables-bancs	X				MINEDUB	1 800	1 800
Renforcer les effectifs de personnels enseignants et le matériel didactique dans les écoles	Nombre d'enseignants augmenté et matériel didactique distribué	- Ratio Enseignants/Elèves - Matériel didactique disponible	Doter les écoles de 51 lots de matériel didactique par an	X	X	X		MINEDUB	1 530	1 530
<b>Total 2</b>										<b>3 330</b>

Secteur	Résultats	Indicateurs objectivement vérifiables	Activités	Période			Ressources financières			
				A1	A2	A3	Part de la Commune (en milliers de FCFA)	Autres contributions		Total (en milliers de FCFA)
<b>Eau et énergie</b> (Objectif spécifique : Améliorer la répartition spatiale des points d'eau dans la Commune)	Chaque village dispose d'au moins d'un point d'eau potable	Nombre de points d'eau potable par village	1.1. Réhabiliter huit (8) puits en panne	X			1 200	PNDP	22 800	24 000
			1.2. Construire six (6) puits	X			1 800	PNDP	34 200	36 000
Faciliter l'accès à 3 000 ménages au réseau électrique d'AES-SONEL	Réseau électrique de la Commune étendu	Nombre de ménages connectés au réseau électrique AES-SONEL	2.1. Etendre le réseau électrique de 30 km de MT et 60 km de BT			X	349 200			349 200
			2.2. Connecter 3 000 ménages au réseau			X	622 800			622 800
<b>Total 3</b>										<b>1 032 000</b>

Secteur	Résultats	Indicateurs objectivement vérifiables	Activités	Période			Ressources financières			
				A1	A2	A3	Part de la Commune (en milliers de FCFA)	Autres contributions	Total (en milliers de FCFA)	
<b>Travaux publics</b> (Objectif spécifique : Réhabiliter et entretenir le réseau existant)	Infrastructures routières existants réhabilités et entretenues	- 28 km de routes et pistes ; - 3 ponts et construire quatre (4) buses	1.1. Ré profiler 28 km de routes et pistes	X			2 520	PNDP	22 680	25 200
			1.2. Réhabiliter 3 ponts et Construire quatre (4) buses.	X			1 194	PNDP	10 746	11 940
<b>Total 4</b>									<b>37 140</b>	

Secteur	Résultats	Indicateurs objectivement vérifiables	Activités	Période			Ressources financières			
				A1	A2	A3	Part de la Commune (en milliers de FCFA)	Autres contributions		Total (en milliers de FCFA)
<b>Commerce</b> (Objectif spécifique : Créer et entretenir les infrastructures commerciales)	Les infrastructures commerciales sont créées et entretenues	Nombre d'infrastructures fonctionnelles	1.1. Construire et équiper le marché de NKOLO I (NKOABANG)		X		50 000			50 000
			1.2. Construction du marché d'EKOM	X				MINCOMMERCE	20 000	20 000
			1.3. Mettre en place un comité de gestion		X		500			500
			1.4. Collecter et centraliser les statistiques économiques des produits commerciaux	X	X	X	1 000			1 000
Structurer le secteur	Secteur structuré	Textes réglementaires disponibles	2.1. Structurer le secteur pour une bonne animation		X	X	1 000			1 000
			2.2. Appuyer l'organisation matérielles des marchés, fixer les modalités, l'attribution des lots et à prélever les taxes			X	5 000			5 000
<b>Total 5</b>										<b>77 500</b>

Secteur	Résultats	Indicateurs objectivement vérifiables	Activités	Période			Ressources financières			
				A1	A2	A3	Part de la Commune (en milliers de FCFA)	Autres contributions		Total (en milliers de FCFA)
<b>Transport</b> (Objectif spécifique : Créer les infrastructures de transport)	Infrastructures de transport créées	Le nombre de gares routières construites et fonctionnelles	1.1. Construire et équiper la gare routière de NKOLO I (NKOABANG)		X		25 000			25 000
			1.2. Structurer le secteur pour une bonne animation		X		2 500			2 500
<b>Total 6</b>										<b>27 500</b>

Secteur	Résultats	Indicateurs objectivement vérifiables	Activités	Période			Ressources financières			
				A1	A2	A3	Part de la Commune (en milliers de FCFA)	Autres contributions	Total (en milliers de FCFA)	
Commune (Objectif spécifique : Développer les pratiques des ressources humaines)	Potentiel humain mieux exploité	Existence d'un système gestion des ressources humaines	Elaborer un référentiel d'emploi et de compétences	X			2 000		2 000	
			Procéder au recrutement du personnel	X			5 000		5 000	
			Elaborer un plan de formation au sein de la Commune		X	X	5 000		5 000	
Optimiser les ressources financières de la Commune	Ressources financières améliorées	Les recettes de la Commune	2.1. Elaborer les stratégies de recouvrement des recettes de la Commune	X			5 000		5 000	
			2.2. Développer le partenariat de la Commune	X	X	X	5 000		5 000	
Accroître le patrimoine de la Commune	Patrimoine communal accru	Nombre et type d'infrastructures, équipements de la Commune	3.1. Doter la Commune d'un hôtel de ville	X				FEICOM	205 200	205 200
<b>Total 7</b>									<b>227 200</b>	

Les coûts de dépenses à moyen terme s'élèvent à **un milliard quatre cent quarante quatre millions six cent soixante dix mille (1 444 670) francs CFA**

## V.2. Cadre sommaire de gestion environnementale du CDMT

### V.2.1. Principaux impacts potentiels et mesures envisageables

#### V.2.1.1. Impacts environnementaux possibles

Type de microprojets contenus dans le programme triennal	Impacts environnementaux positifs possibles	Impacts environnementaux négatifs possibles (risques environnementaux)	Mesures environnementales d'optimisation	Mesures environnementales d'atténuation
<b>Microprojets hydrauliques :</b>  - Construction de six (6) puits modernes ; - Réhabilitation de huit (8) puits	- Consolidation des systèmes de gouvernance locale à travers l'évaluation environnementale participative ainsi que l'utilisation du formulaire d'examen environnemental en impliquant la consultation du public - Diminution de la pression	- Risques de pertes d'espèces ligneuses ; - Risques de pollution (atmosphérique par la poussière, contamination du sol, de la nappe phréatique par les huiles de vidange) - Risques d'envasement et de stagnation des eaux	- Sensibilisation du public et Implication lors du remplissage du formulaire d'examen environnemental ; - Mise en place de comités de gestion	- Bon choix du site ; - Engazonnement des pentes perturbées ; - Replantation des arbres ; - Remise en état des zones d'emprunt ; - Création des divergents ; - Contre l'envasement : éliminer les eaux sales à travers la construction des rigoles
<b>Microprojets d'infrastructures:</b>  Reprofilage de la route rurale ; Réhabilitation de trois (3) ponts ; Construction de quatre (4) buses Extension du réseau électrique Construction de l'hôtel de ville Construction d'un marché à EKOM Construction du CEAC de NGANG Construction d'un complexe gare	- Consolidation des systèmes de gouvernance locale à travers l'évaluation environnementale participative ainsi que l'utilisation du formulaire d'examen environnemental en impliquant la	- Risques d'incendie ; - Risques d'érosion des sols ; - Risques de pertes d'espèces ligneuses ; - Risques de pollution (atmosphérique par la poussière, contamination du sol, de la nappe phréatique par les huiles	- Sensibilisation du public et Implication lors du remplissage du formulaire d'examen environnemental ; - Mise en place de comités de gestion	- Engazonnement des pentes perturbées ; - Replantation des arbres ; - Remise en état des zones d'emprunt ; - Création des divergents ; - Contre

routière et marché à NKOLOI	consultation du public	de vidange) - Risques de braconnage ; - Risques d'embourbements		l'envasement : éliminer les eaux sales à travers la construction des rigoles - Interdiction des feux de brousse ; Installation des pare feux ; -Sensibilisation des populations à la lutte contre le braconnage ; - Installation des barrières de pluies
-----------------------------	------------------------	---	--	---

### Impacts sociaux

Type de microprojets contenus dans le programme triennal	Impacts sociaux possibles (positifs)	Impacts sociaux négatifs possibles (risques sociaux)	Mesures sociales d'optimisation	Mesures sociales d'atténuation
<b>Microprojets hydrauliques :</b> - Construction de six (6) puits modernes ; - Réhabilitation de huit (8) puits	-Renforcement de la dynamique des populations à travers la mobilisation des fonds de contrepartie ; - Amélioration de la gouvernance locale ; - Amélioration des revenus (main d'œuvre locale)	-Risque de déplacement involontaire et de réinstallation ; - Risques d'intoxication dû au mauvais dosage du clore ; - Risques de mauvaises manipulations des ouvrages	-sensibilisation des populations -encourager les projets HIMO	- Activer le plan de recasement (indemnisation des populations déplacées à juste prix) ; - Obtention d'acte de donation volontaire légalisé du propriétaire du site ; - Contre les risques d'intoxication à l'eau de puits et autres : former le Comité de

				gestion au dosage de l'eau de javel dans les puits, - Gestion des risques d'envasement et maintenance des ouvrages
	Diminution des maladies hydriques ; Facilitation de l'accès à l'eau potable	Risques d'insécurité pour les personnes et les biens ; Risques de conflits au sein des bénéficiaires du Micro Projet ; Risques de marginalisation des populations vulnérables	- Sensibilisation des populations	-Contre l'insécurité : nettoyage et cantonnement des alentours des ouvrages ; - Mise en place de sous-comité de vigilance - Construction des clôtures autour des ouvrages ; -Contre la marginalisation : identifier les priorités des minorités et les intégrer dans le PCD. - Contre les conflits : solliciter l'arbitrage des autorités traditionnelles, communales ou administratives
Reprofilage de la route rurale ; Réhabilitation de trois (3) ponts ; Construction de quatre (4) buses Extension du réseau électrique Construction de l'hôtel de ville	Renforcement de la dynamique des populations à travers la mobilisation des fonds de contrepartie ; Amélioration de la gouvernance locale	Risque de déplacement involontaire et de réinstallation ;	Sensibilisation des populations	Activer le plan de recasement (indemnisation des populations déplacées)

Construction d'un marché à EKOM Construction du CEAC de NGANG Construction d'un complexe gare routière et marché à NKOLOI	- Amélioration des revenus (main d'œuvre locale)	-Risques d'augmentation de la prévalence du VIH /SIDA et autres maladies ; - Risques de marginalisation des populations vulnérables ; -Risque d'intensification du braconnage	Sensibilisation des populations	-Inclure la lutte contre le VIH SIDA et le braconnage dans le DAO (cahier de clauses environnementales et sociales) ; - Sensibilisation des populations
	Amélioration de l'accès à l'énergie ; Désenclavement des localités et développement des activités socio économiques	Risques d'insécurité pour les personnes et les biens (accidents de circulation) ; Risques de conflits au sein des bénéficiaires du Micro projet ; Risques d'incendies	Sensibilisation des populations	-Contre les accidents : mettre une signalisation routière ; limiter les vitesses. -Contre les conflits : mettre en place un Comité de gestion

#### V.2.1.2. Plan de gestion environnementale et sociale :

Mesures environnementale	Acteurs de mise en œuvre	Périodes	Acteurs de suivi	Coûts	Observations
Recrutement d'un agent de développement local	Mairie (commission communale de passation des marchés)	2011 (mars-mai)	Conseil municipal ; PNDP		L'agent de développement local a déjà été recruté
Formation de l'agent de développement local aux questions environnementales et au cadre de gestion environnementale et sociale du PNDP	PNDP	2011-2012	Délégation MINEP ; Délégation MINAS ; PNDP	PM	
Utilisation systématique du formulaire d'examen socio environnemental	Agent de développement local	2011-2014	Délégation MINEP ; Délégation	PM	Le coût y afférent doit être intégré dans les coûts de la conception

			MINAS ; PNDP ; Conseil municipal ; Agent de développement		du microprojet
Formation du COMES aux politiques de sauvegarde et de prise en compte des aspects sociaux environnementaux	PNDP	2011-2012	Délégation MINEP ; Délégation MINAS ;	PM	
Provision pour la réalisation des études d'impacts environnementaux sommaires NB	PNDP, Mairie (conseil municipal)	2011-2014	Délégation MINEP ; Délégation MINAS ; PNDP ; Conseil municipal	2 500 000	En cas de recasement, les coûts sont pris en charge par la mairie
Suivi du plan de gestion environnementale et sociale, et des entrepreneurs)	Agent de développement	2011-2014	Délégation MINEP ; Délégation MINAS ; PNDP ; Conseil municipal	4 000 000	
Respect des clauses environnementales du DAO et des mesures environnementales des microprojets	Entrepreneurs		Délégation MINEP ; Agent de développement ; Conseil municipal	PM (intégrer dans le coût du Microprojet)	

### V.3. Plan d'investissement annuel (PIA)

#### V.3.3.1. Ressources mobilisables et échéances

Tableau 12 : Mobilisation des ressources en 2011

N°	SOURCES DE REVENU	MONTANT	UTILISATIONS	STRATEGIE DE MOBILISATION
1	PNDP	33 000 000	Renforcement des capacités de l'Institution communale	Eligibilité au financement PNDP
		90 000 000	Financement des différents investissements	
2	DOTATIONS	18 000 000	Acquisition des tables bancs (MINEDUB)	Crédits transférés
		20 000 000	Construction du marché d'Ekom (MINCOMMERCE)	Crédits transférés
		15 000 000	Construction du CEAC de NGANG (MINADER)	Crédits transférés
		25 000 000	Réhabilitation de la route NGANG-ABANG (MINADER)	Crédits transférés
3	FEICOM	205 200 000	Construction de l'Hôtel de ville	Demande de financement
4	LES CONTRIBUABLES SERVICES DES IMPOTS FEICOM	35 000 000	Fonctionnement de la Commune	Sensibilisation des contribuables, Recouvrement impôt libératoire Suivi reversement CAC et autres impôts et taxes
<b>TOTAL</b>		<b>424 800 000</b>	<b>Investissement et fonctionnement</b>	

### V.3.3.2. Programmation annuelle des projets prioritaires (première année)

Secteur	Actions	Quantité	Lieu	Financement				Année				Indicateurs
				Partenaires bailleurs		Apport Commune		T1	T2	T3	T4	
				Dénomination	Montant (FCFA)	Espèce (CFCA)	Nature					
Eau	Construction des puits	6	NDIBISSON, ABANGA, NSAZOMO, MEHADAN, NKONGMELEN, EKOUMEYEN (SETOC)	PNDP	34 200 000	1 800 000					X	Puits construits
	Réhabilitation des puits	8	EFANDI, ZOCK II, NKOLMEYANG II, MBAKA, NKIL	PNDP	22 800 000	1 200 000					X	Puits fonctionnels
Travaux publics	Reprofilage des routes	28 km	EKOM-EYO ; NKOLMEYANG II-MEYO ; NKOLO I-LADA ; NKOLAFAMBA-MEYO	PNDP	22 680 000	2 520 000					X	28 km de route praticable
	Construction et/ou réhabilitation des ouvrages d'art	4 buses et 3 ponts	NGANG II, EYO, EKOUMEYEN, EFANDI	PNDP	10 746 000	1 194 000					X	Etat des buses et ponts
Agriculture	Construction du CEAC de	1	NGANG II	MINADER	15 000 000	0					X	Etat avancé du bâtiment
	Réhabilitation de la route	20 km	NGANG-ABANG	MINADER	25 000 000	0					X	20 km de route praticables
Education de base	Acquisition des tables-bancs	1 616 tables-bancs	AKAM, NKOMESSEBE, NKOLMEYANG II, ABANGA, EKOUMEYEN, NKIL, MEVEN, EKOM I, LADA, BITOTOL, ANYOUGOM,	MINEDUB	1 800 000	0					X	1 616 bancs livrés dans les écoles

			NSAZOMO, MEHADAN, NKOLO I, NKOLO III, NKOALAFAMBA									
	Dotation de matériels didactiques	51 lots	Toutes les écoles	MINEDUB	1 530 000	0					X	Ecoles dotées de matériels didactiques
<b>COMMERCE</b>	Construction du marché	1	EKOM	MINCOMMER CE	20 000 000	0					X	Marché fonctionnel
<b>Commune</b>	Construction de l'Hôtel de ville	1	NKOLMEYANG II	FEICOM	205 200 000	0					X	Hôtel de ville construit
					358 956 000	6 714 000						

Le coût total du plan d'investissement en première année est de : **Trois cent cinquante cinq millions cinq cent soixante dix mille (365 570 000) francs CFA.**

#### V.4. Plan de Passation des marchés du PIA

Nature du projet	Période de passation du marché			Période probable d'exécution
	Préparation des DAO et lancement des appels d'offres et dépôt des offres	Dépouillement et analyse des offres	Attribution des marchés signature des contrats Préparation des lettres commandes	
Construction de six (6) puits	14/09 au 1 <sup>er</sup> /10/2011	20/10 au 11/11/2011	15/11 au 30/11/2011	1 <sup>er</sup> /12 au 28/11/2011
Réhabilitation de huit (8) puits	14/09 au 1 <sup>er</sup> /10/2011	20/10 au 11/11/2011	15/11 au 30/11/2011	1 <sup>er</sup> /12 au 28/11/2011
Reprofilage de vingt huit (28) kilomètres de routes	14/09 au 1 <sup>er</sup> /10/2011	20/10 au 11/11/2011	15/11 au 30/11/2011	1 <sup>er</sup> /12 au 28/11/2011
Construction de quatre (4) buses	14/09 au 1 <sup>er</sup> /10/2011	20/10 au 11/11/2011	15/11 au 30/11/2011	1 <sup>er</sup> /12 au 28/11/2011
Réhabilitation de trois (3) ponts	14/09 au 1 <sup>er</sup> /10/2011	20/10 au 11/11/2011	15/11 au 30/11/2011	1 <sup>er</sup> /12 au 28/11/2011
Construction d'un (1) CEAC à NGANG II	PM	PM	PM	PM
Réhabilitation 20 km de route (NGANG-ABANG)	PM	PM	PM	PM
Acquisition de 1616 tables-bancs pour les écoles de la Commune	PM	PM	PM	PM
Construction d'un marché à EKOM	PM	PM	PM	PM
Construction d'un Hôtel de ville à NKOLAFAMBA	PM	PM	PM	PM

Ce plan de passation des marchés est un document de programmation de la passation des marchés qui permet à la commission de dresser un chronogramme de toutes les actions nécessaires en vue d'une passation des marchés tenant en compte les principales contraintes liées à leur exécution.

## **VI. MECANISME DE SUIVI-EVALUATION**

**Le suivi** a pour objectif de faire des observations continues afin de s'assurer de la réalisation et de l'exécution des activités du PCD, afin de s'assurer que tout se passe conformément à la programmation. Il permettra aux responsables d'apporter une amélioration de l'exécution des activités des projets en prenant les mesures nécessaires pour surmonter les contraintes rencontrées et résoudre les problèmes qui se posent.

**L'évaluation** quant à elle est une opération qui vise à déterminer la pertinence et l'efficacité, les effets et impacts des activités programmées par rapport aux objectifs fixés. Elle permet ainsi d'améliorer la gestion des actions en cours et futures au vu des indicateurs du cadre logique.

**Les indicateurs** permettent de mesurer les effets et impacts à travers les changements intervenus par rapport à la situation initiale.

#### **VI.1. Composition et attributions du Comité de suivi-évaluation**

Au cours de la mise en œuvre, il est nécessaire que la Commune porte ses projets. Elle est appelée à organiser les activités de passation de marchés, le suivi des travaux, la réception et la gestion des réalisations.

Le comité de suivi mis en place dans la Commune de NKOLAFAMBA est composé ainsi qu'il suit :

**Président** : MBIA BILONGO Max

**Secrétaire** : M. MBIDA MBIDA Jean Claude

**Membres** : - Mme ESSOMBA Marie,

- MINKOUMOU MENGUE Zacharie

- SOUGA AMOUGOU Damien

Le comité de suivi-évaluation a pour rôle de s'assurer de la réalisation des objectifs du Plan Communal de Développement (PCD) et de suivre les activités du Plan d'Investissement Annuel (PIA). C'est un organe consultatif d'appui accrédité au près de l'exécutif communal, pour l'orientation, le suivi et la supervision de l'exécution du PCD.

Ce comité a pour attributions de : (développer les attributions du comité)

- S'assurer de la mise en œuvre de la programmation des activités communales ;
- Suivre et évaluer l'exécution des activités PIA;
- Evaluer les impacts socio-économiques et environnementaux ;
- Mesurer et analyser les écarts au vu des objectifs ;

- Prendre des mesures correctives pour rattraper les écarts.
- Donner son avis sur le déroulement de l'ensemble des activités du PCD sur la base des rapports d'avancement ;
- Proposer à l'exécutif et au Conseil communal toutes mesures susceptibles de rendre facile l'exécution du PCD ;
- Veiller à la mise en œuvre effective des décisions.

## **VI.2. Indicateurs de suivi et d'évaluation (par rapport au PIA)**

Les indicateurs de mise en œuvre du système de suivi-évaluation (en rapport avec le PIA), permettent d'apprécier et de mesurer des changements intervenus dans le temps ou dans l'espace à travers le suivi et/ou la comparaison d'une variable.

Le suivi-évaluation est un ensemble d'informations composées d'acteurs et de données dont la collecte, le traitement et la diffusion sont régis par des procédures et des outils. Ainsi, les indicateurs de suivi des relations entre ces acteurs sont groupés en trois catégories :

- indicateurs de suivi de la performance ;
- indicateur de suivi des effets;
- indicateur de suivi des impacts.

Concernant les indicateurs de suivi du PIA 2011, le tableau ci-dessous donne toutes les références liées aux activités du cadre logique du PCD.

ACTIVITES	INDICATEURS	UNITES	ANNEE 2011			ANALYSE DE L'ECART	MESURES CORRECTIVES (LEÇONS A TIRER)
			PREVISIONS	REALISATIONS	ECART		
Construction de Puits dans les villages de la Commune	Les Puits sont construits	six (6) puits	6				
Réhabilitation des puits dans les villages	Les puits sont réhabilités	huit (8) puits	8				
Reprofilage des routes communales	Les routes sont reprofilées	Vingt huit (28) kilomètres	28				
Construction de buses	Les buses sont construites	Quatre (4) buses	4				
Réhabilitation des ponts	Les ponts sont construits	Trois (3) ponts	3				
Construction d'un (1) CEAC à NGANG II	Un CEAC est construit	(1) CEAC	1				
Réhabilitation de la route NGANG-ABANG	Le tronçon de route est réhabilité	20 km de route	20				
Acquisition de tables-bancs pour les écoles de la Commune	Tables-bancs acquis	1616 tables-bancs	1 616				
Construction d'un marché à EKOM	Le marché construit	1 marché	1				
Construction d'un Hôtel de ville à NKOLAFAMBA	Le bâtiment construit et équipé	Hôtel de ville	1				

Les indicateurs d'impact se déterminent dans le temps. Leur appréciation se mesure dans la vision du développement à court terme. Il faut donc attendre douze ans après la réalisation des microprojets afin de pouvoir les mesurer.

Indicateurs	Sources de données
Ratio élève tables bancs	PCD, rapports MINEDUB
% de populations situé à moins de 5km d'un centre de santé	Rapports District de santé

Dans ce tableau on enregistre les impacts en relation avec les normes sectorielles et les OMD. Par exemple :

- indicateur de performance : on a prévu 10 salles de classe, du point de vue des performances si on atteint 10 salles c'est 100 %.
- Indicateur d'impact : 600 personnes on accès a une éducation de qualité (60 élèves par salle de classe : norme) ce qui renvoie au bien être.

Pour les indicateurs d'impacts, le tableau de signe de bien être est l'un des outils de référence.

Période	Passé	Présent	Futur
	progression avec le signe base de la proportion	progression avec le signe base de la proportion	progression avec le signe base de la proportion
Toutes les écoles disposent de latrines	2 10	6 10	9 10
Tous les villages ont accès à l'électricité	3 10	5 10	8 10

Ici aussi on illustre la progression du bien être par rapport à une situation de référence. Nous rappelons que l'évaluation est périodique donc entre 2 périodes on peut mesurer la progression du bien être.

### VI.3. Dispositif, outils et fréquence du reporting

Une fois le budget de la Commune adopté, le dispositif de suivi se met en évidence. Le Maire assisté du comité de suivi procède à la programmation annuelle des activités prévues. Cette programmation indique pour chaque activité, le coût, le responsable, le délai de

réalisation (date de début et date de fin), les indicateurs. Une fois achevée, cette programmation est partagée avec l'ensemble des personnes concernées et publiée pour information au grand public. De cette programmation annuelle, se déclinent des programmations semestrielle, trimestrielle et mensuelle.

Les outils utilisés sont :

- PCD/PIA
- Rapports périodiques des agents communaux
- Fiches de collecte des données
- Fiche de suivi du processus de planification
- Rapports des visites de terrain
- Compte rendus des réunions.
- Rapports divers (prestataires et consultants).

## Suivi du PIA

Secteur	Actions	Quantité	Lieu	FINANCEMENT				Acteurs	Indicateurs	Niveau d'avancement Technique	Niveau d'exécution budgétaire	Observation
				Partenaires bailleurs		Apport Commune						
				Dénomination	Montant (FCFA)	Espèce (FCFA)	Nature					
Travaux Publics	Reprofilage des routes communales	28 km						L'axe est réhabilité				
	Construction de buses	4										
	Réhabilitation des ponts	3						Les routes sont entretenues				
Eau et Energie	Construction de Puits dans les villages de la Commune	6										
	Réhabilitation des puits dans les villages	8										
Agriculture	Construction du CEAC	1	NGANG II									
	Réhabilitation de la route	20 km	NGANG-ABANG									
Education de base	Acquisition de tables-bancs pour les écoles de la Commune	1 616										
Commerce	Construction d'un marché	1	EKOM									
Commune	Construction d'un Hôtel de ville	1	NKOLAFAMBA									

Grace aux données de ce tableau, on pourra tirer le taux d'exécution globale qui est un indicateur de performance. Bien sur il faudrait s'assurer de la corrélation entre le niveau d'avancement technique et le niveau d'exécution financière.

### Suivi du CDMT

SECTEUR	Résultats	Indicateurs objectivement vérifiables	Activités	Période			RESSOURCES FINANCIÈRES			Total en milliers	Niveau d'exécution
				A1	A2	A3	Part commune (En milliers FCFA)	Autres contributions			
								Partenaire	Montant (En milliers FCFA)		

La fréquence de reporting se fera à travers les rapports mensuels.

### **Rapports**

Le comité de suivi soumet des rapports d'activités (mensuels/trimestriel/semestriel/annuel) au Maire de la mise en œuvre du PCD, au plus tard cinq jours après la fin du (mois, trimestre, semestre, année).

Les communautés bénéficiaires (comités de concertations dans le cas où c'est eux les principaux relais d'information) doivent fournir au comité communal de suivi, des rapports d'avancement dans lesquels seront mentionnées les activités de suivi opérationnel qu'elles ont effectuées. Ces rapports doivent parvenir au comité mensuellement. A la réception provisoire du projet, elles ont l'obligation de soumettre un rapport d'exécution institutionnelle, technique et financière. Le Maître d'œuvre (Bureau d'Études ou Consultant Individuel) doit les assister dans la production de ces rapports.

Les prestataires ont l'obligation de produire des rapports d'activités mensuelles au comité de suivi. Un rapport final est obligatoire à la fin du chantier.

Il en est de même pour les autres prestataires responsables de l'encadrement et du renforcement institutionnel des communautés bénéficiaires. Une fois le projet réalisé, ces partenaires doivent aussi fournir un rapport final.

Le comité de suivi de la mise en œuvre du PCD produit et soumet des rapports d'activités semestriels et annuels au Conseil municipal et aux bailleurs de fonds de la commune, au plus tard cinq (5) jours après la fin de la période considérée.

Les rapports du comité de suivi de la mise en œuvre du PCD sont des rapports de synthèse pour une période déterminée qui consolident les informations contenues dans les rapports trimestriels, notamment l'exécution du Programme d'Investissement Annuel (PIA).

Ces rapports du comité de suivi de la mise en œuvre du PCD constituent les outils de suivi de l'exécution du PDC et de l'avancement des activités.

### **Collecte des données**

Pour mener à bien ses activités le comité doit mettre en place un mécanisme qui lui permettra de collecter de façon systématique et régulière les données sur le terrain, afin de pouvoir en temps réel avoir la situation de mise en œuvre du PCD dans la commune.

Tableau de Synthèse de visite de terrain qui est aussi un outil de suivi.

Date	villages visités	objectifs	Activités menées	Résultats obtenus

#### **VI.4. Mécanisme de préparation du PIA et de révision du PCD**

Le Plan d'Investissement Annuel est élaboré sur la base des besoins urgents et pertinents des populations dans les villages, l'espace urbain et l'institution communale. Le PIA 2011 de la Commune de NKOLAFAMBA a obéi à ces exigences d'urgence et de pertinences des projets retenus. Pour les prochains PIA, il sera préalablement fait une évaluation des activités de l'année écoulée avant la première quinzaine du mois de novembre, afin de mieux cerner le niveau de réalisation des projets. Lorsque ceux-ci auront été appréciés, une autre programmation sera faite pour l'année suivante au cours d'un atelier qui réunira toutes les parties prenantes (les Conseillers municipaux, les sectoriels, les présidents de CC, les opérateurs économiques et l'élite). De nouveaux besoins seront identifiés sur la base des informations contenues dans le PCD. Les activités à inscrire au CDMT seront passées au crible et seront intégrés dans le PIA de l'année suivante.)

#### **VI.5. Plan de communication sur la mise en œuvre du PCD**

Le plan de communication a pour objectif de vendre le PCD par la recherche des financements auprès de toutes institutions capable d'établir un ou des partenariats avec la Commune. Le plan de communication a aussi pour but de faire le suivi des activités inscrites dans le PCD. A travers la communication, les bénéficiaires doivent connaître le niveau de réalisation des micro-projets retenus au cours de l'élaboration du Plan d'investissement Annuel.

Une stratégie de communication sur le plan a été élaborée. Cette stratégie consistera, notamment à procéder à une large diffusion du plan ; organiser une table ronde des partenaires tels que les bailleurs de fonds, les projets de développement, les ONG, les opérateurs économiques, les ambassades, les agences nationales et internationales de développement, les migrants, la diaspora, les associations, etc. sur la mobilisation des ressources et les appuis-conseils.

La stratégie de mobilisation des ressources a été orientée vers les ressources financières. L'Exécutif Communal s'est proposé d'entreprendre des démarches nécessaires à la mobilisation des subventions et crédits qui pourront venir des partenaires/bailleurs. Ils ont prévu une sensibilisation de la communauté à l'importance des apports financiers et en nature qui seront attendus d'elles. Ce sont deux démarches qui seront menées en parallèle mais de façon complémentaire.

Pour les ressources fiscales et parafiscales, la stratégie consiste à faire évaluer l'assiette fiscale et à améliorer le recouvrement fiscal.

Pour les ressources propres autres que fiscales et parafiscales, la stratégie consiste à faire une évaluation des éléments du patrimoine et du portefeuille et à optimiser la gestion. En ce qui concerne les dons et legs, le Conseil municipal s'attellera à identifier les donateurs potentiels et à faire appel à leur générosité.

Pour les ressources extérieures à Commune, il serait souhaitable que le conseil municipal suscite la mise à disposition par les opérateurs économiques et par les individus, de fonds de concours. Il doit développer des mécanismes de mobilisation de ressources extérieures, notamment à travers les jumelages et les fonds bilatéraux et multilatéraux de coopération décentralisée.

## **CONCLUSION**

Conduite suivant une démarche participative, l'élaboration du Plan Communal de Développement de la Commune de NKOLAFAMBA a permis, sur la base des besoins fondamentaux exprimés par les populations et des résultats des diagnostics de l'Institution communale et de l'espace urbain, de faire ressortir la vision de la Commune de NKOLAFAMBA. Vision qui se décline en trois objectifs majeurs à savoir :

- créer et développer des richesses dans la Commune à un niveau socialement raisonnable,
- doter la Commune des infrastructures sociales de base,
- renforcer l'unité et consolider la démocratie.

Pour son développement, la Commune de NKOLAFAMBA doit être prospère et dynamique pendant toute la période de la mise œuvre de son PCD. A cet effet, elle doit mettre l'accent sur les atouts immédiats que sont l'agriculture, le dynamisme de sa population, sa géo localisation, la coopération décentralisée et son relief tout en veillant à une répartition égalitaire des revenus.

La mission assignée à l'OAL SLEC par le PNDP est d'accompagner la Commune de NKOLAFAMBA dans l'élaboration de son plan de développement.

Ce processus d'élaboration du PCD conduit pour la première fois dans la Commune a permis aux populations locales, aux élus locaux de se rendre compte des atouts et des potentialités dont dispose la Commune. Ainsi, la valorisation de ces atouts et potentialités pourra permettre la levée des différentes contraintes sociales, économiques et culturelles de la Commune. Il n'en demeure pas vrai pour y parvenir, les dirigeants et les populations devraient contourner certains obstacles liés à la nature des solutions envisagées.

Il reste à espérer que la mise en œuvre de ce plan permettra à la Commune d'atteindre les objectifs qu'elle se fixe aujourd'hui. Il serait important que la Commune garantisse le succès de cette mise en œuvre en relevant les défis sur deux points particuliers à savoir : le développement de l'économie locale d'une part, la gouvernance locale et la modernisation de l'administration Communale d'autre part.

*En matière de développement de l'économie locale :* Une amélioration considérable des recettes communales s'impose au regard de l'analyse des extraits de budgets prévisionnels et de compte administratif, le bilan de la collecte des recettes du budget de fonctionnement et d'investissement d'une part et les recettes hors budget d'autre part.

*En matière de gouvernance locale et de modernisation de l'administration communale :* un renforcement des capacités des élus locaux et de l'exécutif municipal sur le rôle de la commune et ses missions s'avère incontournable, ceci aura pour avantage d'avoir des élus bien formés et informés sur leurs missions. Ainsi, une amélioration nette des conditions de

travail dans les différents services assurera la satisfaction des attentes des usagers et des populations de la commune toute entière.

# **ANNEXES**

**Fiche projet 1 :** Construire 6 puits équipés de pompe à motricité humaine

Date :

<b>N° de référence :</b>	<b>Désignation du micro projet :</b> Construire 6 puits équipés de pompe à motricité humaine	
<b>Région :</b> CENTRE	<b>Domaine d'intervention :</b> Hydraulique villageoise	
<b>Commune :</b> NKOLAFAMBA	<b>Secteur :</b> Eau et énergie	
	<b>Rubrique :</b> Adduction d'eau potable	
<b>Agence d'exécution :</b> à déterminer après appel d'offres.		
<b>Organismes Co-intervenant :</b> Commune de NKOLAFAMBA, PNDP, DR MINEE/CE		
<b>Maître d'ouvrage :</b> Commune de NKOLAFAMBA	<b>Maître d'œuvre :</b> A déterminer	<b>Ingénieur :</b> Délégué Régional du MINEE
<b>Objectifs du micro projet :</b> Améliorer la répartition spatiale des points d'eau dans la Commune		
<b>Conditions de mise en œuvre</b>	Evaluation de la faisabilité du projet Etudes géophysiques préalables Etudes techniques Disponibilité de la main-d'œuvre locale.	
<b>REPARTITION DES RESPONSABILITES ET DES COUTS</b>		
<b>Structures de financement</b>	Commune de NKOLAFAMBA, PNDP	
<b>Autres apports locaux</b>	Main d'œuvre locale - Entreprise locale de construction	
<b>Mode de financement</b>	<b>Pourcentage</b>	<b>Montant (FCFA)</b>
<b>Contribution de la Commune</b>	5 %	1 800 000
<b>Sources de financements</b> (Subventions/Dons)	95 %	34 200 000
<b>COUT TOTAL ESTIME</b>	100%	36 000 000
<b>Description sommaire du micro projet :</b>		
Les travaux à exécuter consistent à construire de 6 puits équipés d'une pompe à motricité humaine et de clôtures de protection des ouvrages		
<b>Respect des politiques environnementales :</b>		
L'ouvrage devra permettre d'améliorer les conditions de vie et d'hygiène dans les Communautés sans altérer l'environnement		
<b>Durée d'exécution :</b>	Trois (3) mois	<b>Date souhaitée de démarrage :</b>
<b>Nouveau micro projet :</b>	Oui <input checked="" type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
<b>Documents concernant les autres sources de financement disponibles :</b>	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input checked="" type="checkbox"/>

Fiche projet 2 : Réhabiliter 8 puits en panne

Date :

<b>N° de référence :</b>	<b>Désignation du micro projet :</b> Réhabiliter 8 puits en panne	
<b>Région :</b> CENTRE	<b>Domaine d'intervention :</b> Hydraulique villageoise	
<b>Commune :</b> NKOLAFAMBA	<b>Secteur :</b> Eau et énergie	
	<b>Rubrique :</b> Adduction d'eau potable	
<b>Agence d'exécution :</b> à déterminer après appel d'offres.		
<b>Organismes Co-intervenant :</b> Commune de NKOLAFAMBA, PNDP, DR MINEE/CE		
<b>Maître d'ouvrage :</b> Commune de NKOLAFAMBA	<b>Maître d'œuvre :</b> A déterminer	<b>Ingénieur :</b> Délégué Régional du MINEE
<b>Objectifs du micro projet :</b> Améliorer la répartition spatiale des points d'eau dans la Commune		
<b>Conditions de mise en œuvre</b>	Evaluation de la faisabilité du projet Etudes géophysiques préalables Etudes techniques Disponibilité de la main-d'œuvre locale.	
<b>REPARTITION DES RESPONSABILITES ET DES COUTS</b>		
<b>Structures de financement</b>	Commune de NKOLAFAMBA, PNDP	
<b>Autres apports locaux</b>	Main d'œuvre locale - Entreprise locale de construction	
<b>Mode de financement</b>	<b>Pourcentage</b>	<b>Montant (FCFA)</b>
<b>Contribution de la Commune</b>	5 %	1 200 000
<b>Sources de financements</b> (Subventions/Dons)	95 %	22 800 000
<b>COUT TOTAL ESTIME</b>	100%	24 000 000
<b>Description sommaire du micro projet :</b>		
Les travaux à exécuter consistent à réhabiliter 8 puits équipés de pompes à motricité humaine		
<b>Respect des politiques environnementales :</b>		
L'ouvrage devra permettre d'améliorer les conditions de vie et d'hygiène dans les Communautés sans altérer l'environnement		
<b>Durée d'exécution :</b>	Trois (3) mois	<b>Date souhaitée de démarrage :</b>
<b>Nouveau micro projet :</b>	Oui	Non <input type="checkbox"/>
<b>Documents concernant les autres sources de financement disponibles :</b>	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input checked="" type="checkbox"/>

**Fiche projet 3 :** Reprofilier 28 kilomètres de route, construire 4 buses et réhabiliter 3 ponts

Date :

<b>N° de référence :</b>		<b>Désignation du micro projet :</b> Reprofilier 28 kilomètres de route, construire 4 buses et réhabiliter 3 ponts	
<b>Région :</b> CENTRE		<b>Domaine d'intervention :</b> Infrastructures routières	
<b>Commune :</b> NKOLAFAMBA		<b>Secteur :</b> Travaux publics	
		<b>Rubrique :</b> Routes et ouvrages d'art	
<b>Agence d'exécution :</b> à déterminer après appel d'offres.			
<b>Organismes Co-intervenant :</b> Commune de NKOLAFAMBA, PNDP, DR MINTP/CE			
<b>Maître d'ouvrage :</b> Commune de NKOLAFAMBA		<b>Maître d'œuvre :</b> A déterminer	<b>Ingénieur :</b> Délégué Régional du MINTP
<b>Objectifs du micro projet :</b> Réhabiliter et entretenir le réseau routier existant dans la Commune			
<b>Conditions de mise en œuvre</b>	Evaluation de la faisabilité du projet Etudes géophysiques préalables Etudes techniques Disponibilité de la main-d'œuvre locale.		
<b>REPARTITION DES RESPONSABILITES ET DES COUTS</b>			
<b>Structures de financement</b>	Commune de NKOLAFAMBA, PNDP		
<b>Autres apports locaux</b>	Main d'œuvre locale - Entreprise locale de construction		
<b>Mode de financement</b>	<b>Pourcentage</b>	<b>Montant (FCFA)</b>	
<b>Contribution de la Commune</b>	10 %	3 714 000	
<b>Sources de financements</b> (Subventions/Dons)	90 %	33 426 000	
<b>COUT TOTAL ESTIME</b>	100%	37 140 000	
<b>Description sommaire du micro projet :</b>			
Les travaux à exécuter consistent à reprofilier 28 km, construire 4 buses et réhabiliter 3 ponts			
<b>Respect des politiques environnementales :</b>			
L'ouvrage devra permettre d'améliorer la mobilité des personnes et des biens dans la Commune sans altérer l'environnement.			
<b>Durée d'exécution :</b>	Trois (3) mois	<b>Date souhaitée de démarrage :</b>	
<b>Nouveau micro projet :</b>	Oui	Non	<input checked="" type="checkbox"/>
<b>Documents concernant les autres sources de financement disponibles :</b>	Oui	Non	<input checked="" type="checkbox"/>

**PROGRAMME DE L'ATELIER D'ELABORATION DU PLAN DE DEVELOPPEMENT  
DE LACOMMUNE DE NKOLAFAMBA du 25 au 26 mai 2011**

<b>Jour</b>	<b>Heure</b>	<b>Activités</b>	<b>Détails / Responsable</b>
25/05/2011	9 h 00 mn	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Arrivées, accueil et enregistrement des participants</li> </ul>	Lieu : Salle des délibérations (OAL + Maire)
	9H30 - 10h30	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Cérémonie d'ouverture</b></li> <li>• Hymne national</li> <li>• Mot de bienvenue du Maire</li> <li>• Présentation des objectifs et du programme de l'atelier</li> <li>• Présentation de la méthodologie de la planification</li> <li>• Discours d'ouverture de l'atelier</li> </ul>	SG Maire OAL / PNDP OAL / PNDP Préfet
	9h 30 - 10 h 00	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pause café</li> </ul>	
	10h - 11h 30	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Restitution des différents diagnostics et organisation des travaux thématiques par secteur</li> </ul>	Maire / OAL / Comité de suivi
		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Présentation du Cadre logique</li> </ul>	OAL

	11h30 - 13h00	<ul style="list-style-type: none"> <li>Travaux en groupes par secteur, (élaboration du cadre logique)</li> </ul>	Sectoriels, autres partenaires au développement Facilitateurs = OAL, PNDP
	13h - 14 h30	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pause déjeuner</li> </ul>	
	14 h 30 - 17h30	<ul style="list-style-type: none"> <li>Suite des travaux en groupes. Préparation de la présentation en plénière</li> </ul>	Sectoriels et autres partenaires
26/05/2011	8h30 - 11h00	<ul style="list-style-type: none"> <li>Présentations en plénière des travaux des groupes. Amendements et validation des différents cadres logiques</li> </ul>	Tous les participants
	11h00-11h30	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pause café</li> </ul>	
	11h30 - 13h30	<ul style="list-style-type: none"> <li>Planification stratégique: Mise en commun des plans sectoriels et budgétisation</li> </ul>	Tous les participants
	13h30 - 15h00	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pause déjeuner</li> </ul>	
	15h00 - 17h30	<ul style="list-style-type: none"> <li>Présentation des ressources mobilisables en 1<sup>ère</sup> année</li> <li>Elaboration du PIA</li> </ul>	Maire Conseil Municipal Facilitateurs = OAL, PNDP, Sectoriels et autres personnes ressources
	8h30 - 10h00	<ul style="list-style-type: none"> <li></li> </ul>	
	10h - 10h30	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pause café</li> </ul>	

	10h30 - 12h00	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Evaluation socio-environnementale sommaire</li> </ul>	Comité de pilotage, OAL, PNDP.
	12h00 - 14h30	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Elaboration du PPM pour la 1<sup>ère</sup> année et budgétisation</li> </ul>	Conseil Municipal Facilitateurs = OAL, PNDP, Sectoriels et autres personnes ressources
	14h30 - 15h	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b><u>Cérémonie de clôture</u></b></li> <li>• Discours de clôture</li> <li>• Photos de famille</li> <li>• Cocktail et fin de l'atelier</li> </ul>	Maire et Préfet